

## RD-CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2568 - VENDREDI 25 MARS 2016

## MONUSCO

La RDC sollicite une  
réduction de moitié des  
effectifs d'ici fin 2016

Le renforcement des Fardc engagées dans la traque des groupes armés par trois bataillons de la « Force de réaction rapide » par d'autres unités pour une prise en charge totale des besoins de sécurisation de l'est du pays aurait motivé cette requête adressée, le 23 mars, au Conseil de sécurité de l'ONU par le ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda. Sur la même lancée, le diplomate congolais a demandé aux membres du Conseil de sécurité « de tenir compte des négociations menées entre l'ONU et Kinshasa pour une sortie ordonnée et définitive des éléments de la Monusco de la RDC ».

Il a, par ailleurs, garanti que le gouvernement va s'employer à créer des conditions objectives pour permettre à ce que d'ici la fin de l'année, la moitié de la force de la Monusco déployée puisse être retirée sans mise en cause des acquis.

Page 13



Des casques bleus de la Mission des Nations unies en RDC

## Débat démocratique

Le Dr Denis  
Mukwege sous  
les feux de la critique

Dr Denis Mukwege

S'abstenant lors de sa dernière sortie médiatique « de dire aux Congolais ce qu'ils attendaient le plus de lui, à savoir l'impact réel sur nos malheureuses concitoyennes de ses interventions », le Dr Denis Mukwege a plutôt épilogué sur « l'alternance démocratique » en RDC présentée comme remède aux maux dont souffrent ses patientes. Le constat est du ministre de la Communication et médias qui a vivement dénoncé, au cours d'un point de presse tenu le 24 mars, la politique politicienne à laquelle se livrerait de plus en plus le gynécologue.

Lambert Mende a conclu à l'opportunité du médecin dont le passage du bloc opératoire à la politique ne serait pas innocent, « le marché des femmes violées se révélant saturé et financièrement peu rentable ». D'où sa quête à se ménager un créneau plus porteur que la réparation des fistules à Panzi, dit le ministre.

Page 13

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Un décret relatif à la liberté de manifester  
en gestation

Dans ce nouveau texte réglementaire, un train des mesures seront prises à l'égard des ONG et celles de défense des droits de l'homme assorties de quelques restrictions notamment sur les conditions légales de manifester. Le texte rappelle, entre autres, un certain

nombre de principes qui existent et découlent de la Constitution. Interdiction est faite de manifester devant les sites stratégiques du pays tels que la présidence de la République, le Palais de la justice, le Parlement et l'Hôtel du gouvernement.

Le ministère de la Justice devrait, dans les prochains jours, amorcer une opération de contrôle pour s'assurer de la légalité des ONG des droits de l'homme dont la plupart ne sont pas connues de l'autorité compétente.

Page 12

## BELLES-LETTRES

Poetik Makutano pose ses valises  
à l'ambassade du Portugal

Organisée dans le style « soirée privée sur invitation », la rencontre spéciale dédiée à la poésie d'expression portugaise, la deuxième du tout nouveau festival de Kinshasa, a réuni une bonne trentaine de personnes la nuit du 22 mars. À tout point de vue différente de la soirée d'ouverture qui avait eu pour cadre le bar « O P'tit Marseillais » bordant le mur de l'Institut des beaux-arts la veille, cette rencontre se voulait plus intimiste.

Consacrée à la lecture de poèmes d'auteurs contemporains d'expression portugaise et ponctuée de façon admirable par la musique de chambre de l'Orchestre symphonique Kimbanguiste, la soirée du 22 mars a changé le décor du jardin de l'ambassade.



Ana Teresa Côte-Real entourée des ambassadeurs du Brésil et du Portugal

Page 14

## ÉDITORIAL

## Continuité

En se prononçant dimanche pour Denis Sassou N'Guesso à une large majorité, le peuple congolais a choisi de façon claire la voie de la continuité. Considérant les progrès accomplis dans les quinze dernières années et ceux qui restent à accomplir sur la voie du développement durable, de l'émergence, il a affirmé sa volonté de ne pas dévier d'un pouce sur la voie qu'il avait choisie au lendemain de la guerre civile. Et en agissant ainsi il a fait preuve, à nos yeux en tout cas, d'une maturité qui devrait lui permettre de nouvelles avancées dans les cinq années à venir.

Il n'est pas inutile de rappeler, à ce propos, que les défis à relever durant ce quinquennat sont tout aussi grands, sinon même plus, que ceux des deux septennats précédents. Alors, en effet, que les infrastructures sont en cours d'achèvement sur toute l'étendue du territoire le principal obstacle que nous allons devoir franchir est celui de formation des hommes et des femmes.

À quoi serviraient, par exemple, les routes qui relient Pointe-Noire-Brazzaville-Ouessou et autres grandes ou petites cités si l'agriculture n'est pas modernisée et les agriculteurs instruits ? À quoi serviraient les douze hôpitaux de référence en cours de construction si le personnel médical capable de les faire vivre n'est pas formé ? À quoi serviraient les écoles, les lycées, les instituts techniques qui fleurissent dans tous les départements si les enseignants n'ont pas les connaissances nécessaires pour accompagner les nouvelles générations dans leur longue marche vers l'âge adulte ?

Ne nous faisons pas d'illusions : aucun de ces progrès ne serait possible si l'Etat n'est pas lui-même stable, organisé, tendu vers la réalisation de ces objectifs. Et c'est bien pourquoi la voie de la continuité choisie dimanche par le peuple congolais apparaît comme la meilleure. Le temps de la déception passé, ceux et celles qui avaient soutenu la candidature de l'un ou l'autre candidat à l'élection présidentielle ne manqueront pas de partager ce point de vue.

Ajoutons simplement, pour conclure provisoirement sur le sujet, que la tâche à laquelle va devoir s'atteler le premier président de la nouvelle République est une fois de plus immense.

Les Dépêches de Brazzaville

## SCRUTIN DU 20 MARS

Denis Sassou N'Guesso réélu avec plus de 60% dès le 1<sup>er</sup> tour

**Le président sortant a obtenu 867 179 voix, soit 60,39% à l'issue du 1er tour du scrutin du 20 mars dernier, devançant largement ses concurrents**

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, qui a rendu publics, dans les premières heures de la matinée du 24 mars, ces résultats provisoires, a annoncé que ceux des districts de Boundji, dans le département de la Cuvette, Louvakou et Moungoundou Sud, dans le Niari, encore non disponibles, seront pris en compte par la Cour constitutionnelle. *Par devoir d'honnêteté à l'égard du peuple du Congo, je tiens à signaler qu'au moment*

*où intervient cette proclamation, les résultats des districts de Boundji, dans le département de la Cuvette, Louvakou et Moungoundou-Sud, dans le Niari n'étaient pas encore disponibles. Mais, compte tenu de l'écart des voix entre le candidat en tête et les autres, les résultats de ces trois localités n'auront aucune incidence sur l'ensemble des résultats. Ils seront, cependant, pris en compte par la Cour constitutionnelle », a notamment indiqué le ministre. La compilation de l'ensemble donne pour chacun des neuf candidats en lice, les résultats suivants :*

Denis Sassou N'Guesso : 867 179 voix, soit 60,39% ; Engambé An-

guios Nguanguia : 2 879 voix, 0,20% ; Pascal Tsaty Mabilia : 63 201 voix, soit 4,40% ; Jean-Marie Michel Mokoko : 199 414 voix, soit 13,89% ; André Okombi Salissa : 56 803 voix, soit 3,96% ; Guy Brice Parfait Kolelas : 216 090 voix, soit 15,05% ; Claudine Munari Mabondzo : 23 676 voix, soit 1,65% ; Joseph Kignoumbi-Kiamboungou : 3 510 voix, soit 0,24% ; Michel Mboussi-Nguouari : 3 111 voix, soit 0,22%.

Ainsi, au terme de ces résultats, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a précisé que le candidat Denis Sassou N'Guesso est élu dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2016 au Congo pour un nouveau mandat de 5 ans.

Parfait Wilfried Douniama

## Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou reconnaît la victoire du président Denis Sassou N'Guesso

Dans un bref entretien avec la presse le 24 mars à Brazzaville, le candidat malheureux à l'élection présidentielle du 20 mars dernier, Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou, a reconnu la victoire du président sortant Denis Sassou N'Guesso, tout en le félicitant.

*« Celui qui a gagné au jour d'aujourd'hui s'est mieux préparé, mieux organisé que nous. Il a battu campagne sur l'ensemble du territoire national, il a vu le maximum des Congolais. Ce qui n'a pas été le cas pour nous par manque de temps. Et ce n'est donc pas surprenant qu'il soit réélu et nous le félicitons. Après les résultats, de manière tout à fait objective, nous reconnaissons la victoire du candidat Denis Sassou N'Guesso », a déclaré ce dernier, avant d'inviter l'heureux élu à travailler pour le développement du Congo.*

Jean-Jacques Koubemba



Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou devant la presse

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama  
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula  
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana  
(chef de service),  
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué  
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
Service Enquête : Quentin Loubou  
(chef de service), Rock Ngassakys  
Chronique littéraire : Meryll Mezath  
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,  
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo  
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,  
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya  
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa  
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,  
Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma  
Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-

gnet, Brice Tsébé, Irin Mauoukani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Chef de production : François Diatoulou Mayola  
Gestion des stocks : Elvy Bombete

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## SCRUTIN DU 20 MARS

## Le président réélu appelle à l'unité, au travail et à la discipline

Denis Sassou N'Guesso devant la presse ce matin après l'annonce de sa victoire.

Rassembler, rassembler davantage les Congolais de tout bord autour d'un idéal commun, « Aller plus loin, ensemble dans le développement du Congo », c'est bien la substance de la pensée du président élu, Denis Sassou N'Guesso qu'il a partagée avec la presse, aux premières heures de la matinée de ce jeudi 24 mars 2016, sitôt après l'annonce de son élection par le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou.

C'est en réponse à une question d'un journaliste que le président Denis Sassou N'Guesso a réitéré la volonté qu'il met en œuvre depuis la fin des événements douloureux que le pays a connus dans la période comprise entre 1997 et 2000.

Période au cours de laquelle furent enclenchés les mécanismes visant à ramener au pays les enfants du Congo exilés à travers le Monde et de rassem-

bler autour des valeurs d'unité, de réconciliation et de cohésion nationale ceux vivant dans le pays. Denis Sassou N'Guesso a poursuivi que ce travail qui est fait jusqu'à ce jour continuera de se faire au bénéfice du Congo. Ceci autour du projet de société, qui deviendra très prochainement le programme du gouvernement: « la marche vers le développement », qui n'est autre que la détermination des citoyens congolais à poursuivre les efforts de développement du Congo engagés dans la Nouvelle Espérance et amplifiés au travers du Chemin d'Avenir.

En effet tout va se faire au cours de ce quinquennat au bénéfice du Congo. Et à Denis Sassou N'Guesso de soutenir: « En ce qui nous concerne, nous engagerons toutes nos forces pour atteindre les objectifs tels qu'ils ont été fixés par le programme, et naturellement, nous resterons au service de notre



Les sympathisants en liesse après l'annonce des résultats

peuple.». Cet échange entre la presse, aura permis au premier élu de la nouvelle République de rappeler les vertus du travail. Puisque ce n'est que par le travail que le Congo réalisera ou atteindra son ambition ou la vision exprimée par un homme, l'émergence du pays à l'horizon 2025.

Parlant de son élection et son organisation, et sur la base des différents rapports produits par les observateurs internationaux, Denis Sassou N'Guesso s'est fé-

licité du bon déroulement du scrutin. Par la même occasion il a remercié le peuple pour sa maturité politique et sa mobilisation le jour du vote, avant de réaffirmer sa volonté, qu'il qualifie d'inébranlable, d'être au service du Congo et d'être le président de tous les Congolais. Quant à la question sur les contestations qui pourront découler de cette élection, Denis Sassou N'Guesso a rappelé aux uns et aux autres les dispositions légales en matière de

contentieux électoral. « En cas de contestation les voies de recours sont connues ». Ce qui revient à dire que la démocratie a prévu un juge électoral chargé d'examiner le contentieux électoral. Donc tous ceux qui contestent cette élection doivent s'adresser à la Cour constitutionnelle, au lieu d'avoir recours à la violence.

Cet échange avec la presse nationale et internationale aura été un tout premier acte qui consacre l'entrée en matière du premier président de la nouvelle République, en attendant la publication des résultats définitifs, après examen, si possible, du contentieux électoral et la prestation de serment du président de la République.

En attendant, Denis Sassou N'Guesso a appelé l'ensemble du peuple à l'unité, au travail et à la discipline. Des gages sûrs qui pourront permettre à la République du Congo de décoller et d'aller plus loin ensemble, dans le dessein de développer le pays.

La Rédaction

## BRAZZAVILLE

## Commerces et circulations reprennent timidement dans les quartiers Sud de la capitale

Les rumeurs sur d'éventuels troubles alimentés quelques jours avant et après le scrutin présidentiel du 20 mars est vite retombée dans les quartiers Bacongo, Kinsoundi, Makélékélé, Château d'eau etc. Ce Jeudi 24 mars, la vie a repris son cours normal.

La semaine passée, dans les quartiers réputés proches de l'opposition, de nombreuses familles, sous prétexte de se mettre à l'abri ont pris d'assaut les gares routières pour certains, l'aéroport et la gare CFCO pour d'autres, afin de quitter au plus vite Brazzaville, la capitale politique, et aller chercher refuge dans d'autres départements du pays.

A Kinsoundi, la tension a baissé d'un cran. Le climat de morosité et d'inquiétude commence à faire place au courage. Les véhicules, les taxis et les minibus circulent à nouveau et les habitants, après être restés terrés chez eux pendant quelques jours commencent à sortir de leur maison pour vaquer normalement à leurs occupations. En dehors du grand marché du quartier, d'autres comme, Stella, et le Manguier reprennent vie petit à petit.

Au marché total, quelques femmes commerçantes en provenance des villages périphériques s'affichent afin de renouer avec le train-train quotidien. Des jeunes garçons vendeurs aussi, ont repris leurs ventes à la crié.



Duc Alfred Mananga

Quelques boutiques ont rouvert même si beaucoup sont encore fermées. Ici et là, des commerçants informels proposent quelques tomates, du poisson fumé et du saka-saka. Les forces de l'ordre sont encore présents, mais beaucoup moins nombreux que les jours précédents. Et puis, il y a cette image des jeunes gens décontractés, assis

sous un arbre, sirotant chacun leur bière, se disent contents de reprendre leurs vieilles habitudes. Sur notre chemin, nous avons croisé l'ancien conseiller municipal de la quatrième circonscription de Makélékélé, Duc Alfred Mananga, natif de Kingouari qui nous a décrit le climat qui a régné avant, pendant et après le scrutin.

« Au départ, les gens ont eu peur de la rumeur que véhiculaient certains hommes politiques. Vous savez que ce sont ces hommes politiques qui ont failli semer le désordre et le trouble à l'ordre public, mais nous nous sommes levés comme un seul homme pour empêcher toute perturbation avec l'aide de la force publique. Maintenant tout se passe bien. Le vote s'est bien déroulé. Nous avons ramené les jeunes de Kinsoundi, Kingouari et la Tanaff à la raison », a expliqué Duc Alfred Mananga.

« D'ici à demain, la peur sera dissipée puisque les résultats de la présidentielle sont désormais connus. Les gens doivent accepter que c'est le candidat



Une vue du petit marché «Les Manguiers» à Kinsoundi

Denis Sassou N'Guesso qui a été élu. Les autres candidats doivent accepter les résultats des urnes, car c'est le jeu de la démocratie », a-t-il conclu.

**C'est calme, mais en fait, c'est la psychose », nuance un autre habitant. Il a peur que cela ne recommence.**

Si de nombreux commerces ont repris, les agences de transfert d'argent telle que, Charden Farel et Western union sont restées encore fermées à notre

passage, en raison du manque de connexion Internet et téléphonique. Une mesure prise par les autorités pour des raisons de sécurité et afin d'épargner la population à d'éventuelles désinformations alimentées par les réseaux sociaux. Chez Charden Farel par exemple, une affiche indiquant, « Agence fermée, pas de connexion » suffisait pour renseigner les clients.

Yvette Reine Nzaba,  
Lopelle Mboussa Gassia  
et Durlly Emilia Gankama

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
 PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE  
 CREDIT N° 5121-CG  
 Unité de Coordination du Projet  
 B.P 14 564 Brazzaville, République du Congo, Tel: +242 05 616 95 74/06 817 06 33,  
 Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

**DEMANDE DE MANIFESTATIONS D'INTERET N°028/MEFDD-CAB/PFDE/DMI/C/16**  
**«Recrutement d'une firme chargée de l'élaboration de la stratégie nationale de développement industriel de la filière bois »**

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : «Elaboration de la stratégie nationale de développement industriel de la filière bois»

2. La mission vise à analyser les potentialités et les faiblesses de l'industrie forestière et à proposer une stratégie de développement industriel de la filière bois en République du Congo en tenant compte des spécificités de chaque zone écologique.

3. L'Unité de coordination du PFDE près le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable, chargée de la mise en œuvre dudit projet, invite les firmes admissibles à manifester leur intérêt, en français, à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

4. Les critères pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt sont les suivants : (i) les qualifications générales et expérience du cabinet dans le domaine, (ii) l'expérience de la firme dans la réalisation de missions

similaires à la présente (dotée d'un plus grand poids), et (iii) le personnel permanent du cabinet dans le cadre de sa gestion normale.

5. Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures de la Sélection basée sur la « Qualification des Consultants » défini dans les Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011.

6. Les consultants intéressés peuvent obtenir, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 11 Avril 2016 à 16 heures :  
 PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE  
 UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Case J-142/V, OCH Mougali III,  
 Tel : (242) 05 616 95 74/06 817 06 33, Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

**Brazzaville, le**

**Le Coordonnateur du PFDE**

**Joachim KONDI**

REPUBLIQUE DU CONGO  
 MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
 PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE  
 Financement IDA-CREDIT N° 5121-CG

**ATTRIBUTION DU MARCHÉ N°024/03/AON/F/2016**

1. Appel d'offres national n°009 / MEFDD-CAB/PFDE/AON/F/2016 : Fourniture et installation des équipements de câblage réseau cuivre (LAN) et fibre optique des bureaux du siège du Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable (MEFDD).

2. Allotissement : un lot

3. Prix lus publiquement :

CAP INFO (128.688.323), OFIS (110.101.431), PI SERVICES GROUP (104.425.983), ROMEO ALPHA & FRERES (141.900.000), BUROTOP (138.291.936).

4. Prix des offres évaluées : CAP INFO (128.688.323).

5. Liste des offres non conformes :

OFIS, PI SERVICES GROUP, ROMEO ALPHA & FRERES,

BUROTOP IRIS.

6. Attribution du marché de fourniture et d'installation des équipements câblage réseau cuivre (LAN) et fibre optique des bureaux du siège du MEFDD:

Attribution du marché à la société CAP INFO, pour un montant toutes taxes comprises de Cent vingt huit millions six cent quatre vingt huit mille trois cent vingt trois (128.688.323) francs CFA.

7. Le délai contractuel d'exécution du marché est fixé à 3 mois maximum.

**Brazzaville, le**

**Le Coordonnateur du PFDE,**

**Joachim KONDI**

## ACTION HUMANITAIRE

## Plus de 100 millions FCFA pour les victimes des inondations de 2015

**Le gouvernement de la République du Congo vient par l'intermédiaire du ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, d'octroyer des cautions locatives à 335 familles soit 2705 personnes, victimes des inondations dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire entre novembre et décembre 2015.**

Les inondations et l'ensablement causés par des pluies diluviennes qui s'étaient abattues à Brazzaville et Pointe-Noire en fin d'année dernière avaient causé d'énormes dégâts matériels et occasionné des pertes en vies humaines. A Brazzaville, les 135 familles bénéficiaires dont 57 dans l'arrondissement 7 Mfilou et 78 à Talangai (6e arrondissement), soit 1340 personnes, ont reçu respectivement la somme de 300 000 FCFA soit un montant global de 40, 5 millions F CFA. Cette caution locative destinée au relogement a réconforté les bénéficiaires dont bon nombre ne s'y attendaient plus. « *Ma maison a été ensablée pendant la pluie. Aujourd'hui ma femme et mes enfants sont au village en attendant que je trouve des moyens nécessaires pour les reloger à Brazzaville. Avec cette cagnotte que le gouvernement vient de nous donner, je vais essayer de voir ce qu'il y a à faire. En tout cas, ce geste m'a grandement surpris* », a réagi Jean Claude Mbané Mavoungou, victime du quartier 704 Ngambio, à Mfilou. Habitant le quartier 67 à Talangai, le jeune Elie Gampo, qui s'est re-

trouvé dans la rue, pendant cette pluie inoubliable, suite à la destruction de sa maison s'est félicité de l'acte du ministère en charge de l'Action humanitaire qui lui permettra de poursuivre l'opération

de nos maisons. Nous sommes en train de nous cotiser pour solliciter les services de la mairie », a-t-il indiqué.

Même son de cloche du côté de l'ancien Bernard Bayoussoula, ha-



Un bénéficiaire comptant son argent après avoir été servi ; crédit photo Crépin

de remblaiement des parcelles qu'ils avaient commencé dans le quartier. « *Je suis logé depuis chez un ami. Nous avons commencé depuis quelques semaines à remblayer nos parcelles. Nous le faisons afin de surélever les murs*

bitant de Ngamaba, qui s'est dit heureux d'avoir trouvé de l'argent pour payer les deux mois de loyer d'autrui. « *J'avais ma maison. Elle avait été détruite par les pluies de novembre 2015. Je ne croyais pas qu'un jour je*

*pourrais redevenir locataire. Un vieux comme moi, je loue et je devais deux mois de loyer. Je dois avec cet argent redorer mon image en payant la maison d'autrui. Je suis vraiment heureux* », s'est-il réjoui.

### 68, 5 millions FCFA pour les victimes de Pointe-Noire

A Pointe-Noire, les 195 familles

la prise en charge des familles dont 1365 personnes ayant perdu leur maison lors de ces pluies. Dans la ville océane, ces pluies qui se sont abattues jusqu'au mois de février 2016 ont provoqué des inondations, des érosions et des ensablements dans les arrondissements 5 Mongo Mpoukou, 3 Tié-tié et 1 Lumumba, causant au passage d'importants dégâts matériels et humains.

Pour rappel, cette opération s'est déroulée du 15 au 22 mars dans les deux localités. S'adressant à la population lors du lancement de cette action, la directrice générale de l'action humanitaire, Alice Tsoumou Gavouka Mpili, a circonscrit la philosophie de ce geste tant attendu par les chefs de ménages qui avaient pris d'assaut le site le matin. « *Notre ministère ne s'occupe pas des constructions des maisons. Nous nous occupons des aides. Vous avez une idée sur comment nous avons fonctionné pendant la tragédie du 4 mars 2012. Notre part de responsabilité est de mettre à votre disposition la caution locative qui s'élève à 300 000 FCFA pour vous permettre de payer au moins 6 mois de loyer* », a-t-elle indiqué, rassurant que toutes les familles ayant perdu totalement leurs maisons seront assistées.

**Parfait Wilfried Douniama**

## TUBERCULOSE

## Près de neuf millions de nouveaux cas d'infection recensés dans le monde

**La directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique, Matshidiso Rebecca Moeti a indiqué que malgré des investissements importants dans les services de santé nationaux, trois millions de ces cas ne sont pas diagnostiqués ni traités ou diagnostiqués sans être enregistrés par les programmes nationaux de lutte contre la tuberculose**

Matshidiso Rebecca Moeti l'a souligné le 24 mars, dans son message publié à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la tuberculose. Le thème retenu est : « *S'unir pour mettre fin à la tuberculose* ». Selon elle, près de neuf millions de nouveaux cas d'infection par la tuberculose sont recensés chaque année dans le monde. Cette maladie demeure un problème majeur de santé publique dans la région africaine de l'OMS, explique-t-elle.

La directrice régionale a indiqué : « *L'Afrique abrite seize des trente pays à forte charge de tuberculose dans le monde. La région africaine affiche aussi le taux de prévalence de la tuberculose et de co-infection tuberculose VIH le plus élevé au monde. La tuberculose pharmaco-résistante demeure un sérieux problème, car le prix du traitement est prohibitif*

*et de nombreux laboratoires ne disposent pas de capacités suffisantes pour détecter cette forme de tuberculose. Il subsiste par ailleurs des proches de prévalence élevée de la tuberculose qui nécessitent des investissements supplémentaires* ».

Matshidiso Rebecca Moeti a, en outre, expliqué que la tendance à la hausse de la tuberculose a été interrompue et s'est inversée dans la région avant d'insister sur l'importance du traitement des patients tuberculeux en mettant un accent particulier sur les personnes vulnérables : les femmes et les enfants, les personnes vivant avec le VIH, les diabétiques, les réfugiés, les mineurs, les prisonniers et consommateurs de drogue. Ces derniers n'ont pas toujours accès aux services de santé de base.

**Les pays de la région afri-**

### caine souhaitent réduire la mortalité par tuberculose

La directrice régionale a rappelé qu'en 2015, il était convenu de réduire de 75% la mortalité par tuberculose et de 50% la morbidité de cette maladie d'ici à 2025. En effet, les pays de la région africaine devront utiliser des approches innovantes englobant la collaboration avec la société civile et les organisations non gouvernementales.

Ils doivent également intensifier les efforts pour atteindre, traiter et soigner chaque sujet atteint de tuberculose en accordant une attention particulière aux zones peu desservies et aux populations vulnérables. « *Les patients tuberculeux et leurs familles doivent se conformer aux traitements de la tuberculose afin d'améliorer les taux de guérison, d'endiguer la propagation de l'infection et de réduire à néant le risque de pharmaco-résistance* », a-t-elle renchéri. Au terme de ses propos, elle a assuré les pays de l'appui de l'OMS pour le renforcement de leurs systèmes de santé en vue de mettre fin à la tuberculose.

**Lydie Gisèle Oko**

## Trois journalistes français molestés à Brazzaville

**Des journalistes de l'Agence France Presse et du quotidien français Le Monde couvrant l'élection présidentielle au Congo ont été agressés mercredi à Brazzaville, alors qu'ils venaient de recueillir les propos d'un candidat de l'opposition, par des hommes se présentant comme des policiers qui les ont dépouillés de leur matériel professionnel et effets personnels.**

Les trois journalistes, accrédités pour couvrir le premier tour de l'élection présidentielle de dimanche, ont été agressés par quatre individus en civil descendus d'un véhicule 4x4 blanc qui les a coincés à un rond-point, à 500 mètres du domicile du général Jean-Marie Michel Mokoko, candidat d'opposition à la présidentielle.

Les hommes se sont présentés comme des policiers, mais auraient refusé de montrer leurs cartes professionnelles. Ils ont molesté ces derniers, frappant notamment au visage un journaliste de l'AFP, et les ont dépouillés de leur matériel professionnel - caméra notamment - et affaires personnelles - téléphones, papiers d'identité.

Les journalistes ont été reçus dans l'après-midi au commissariat du Centre de Brazza, accompagnés du consul adjoint de France à Brazzaville, où ils ont rempli une main courante. Une plainte formelle devait être reçue jeudi matin. « *L'AFP proteste vivement contre l'agression de son équipe de journalistes et d'un journaliste du Monde, attaqués violemment et dépouillés de leurs effets alors qu'ils sortaient d'un point de presse avec un candidat d'opposition à l'élection présidentielle. L'AFP demande au gouvernement du Congo d'assurer en toutes circonstances la sécurité des journalistes couvrant ce scrutin* », a déclaré la directrice de l'Information de l'AFP, Michèle Léridon. La direction du Monde a également protesté suite à cette agression.

L'ambassadeur de France est intervenu hier auprès des autorités « *afin que leurs effets soient restitués sans délai, ce qui a été fait en fin de matinée* ». À Paris, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Romain Nadal, a déclaré : « *Notre ambassadeur est immédiatement intervenu auprès des autorités afin que toute la lumière soit faite sur cet incident* ».

**AFP**



LE RESEAU DES SMARTPHONES

**PÂQUES, UN MOMENT  
FORT DE PARTAGE**  
JOYEUSE FÊTE DE PÂQUES A TOUS

AG Partners



## ATTENTATS DE BRUXELLES

## Salah Abdeslam demande à rentrer en France

**Le logisticien des attaques à Paris voudrait « s'expliquer » sur son implication dans les attentats du 13 novembre, a fait savoir son avocat Sven Mary cité par Reuters.**

L'avocat l'a déclaré à l'issue d'une audition devant la chambre du Conseil à Bruxelles sur le maintien en détention de son client, notamment, qui était absent. « Je verrai le juge d'instruction pour qu'elle ne s'oppose plus elle-même à ce départ et à cette remise en France, qui pourra se faire, on espère (...) dans les plus brefs délais », a indiqué Me Sven Mary. L'audition de Salah Ab-

deslam a été reportée au 7 avril, signale également son avocat. Selon ce dernier, le logisticien présumé des attentats parisiens du 13 novembre, arrêté le 18 mars en Belgique, n'est « pas au courant » des attentats de mardi à Bruxelles. La chambre du conseil devait décider jeudi de maintenir en détention Salah Abdeslam, Amine Choukri, Abid Aberkane et d'autres suspects liés aux attentats

de Paris. Quant à l'audience d'exécution du mandat d'arrêt européen, elle est prévue le 31 mars à Bruxelles.

#### Pas de collaboration avec la police

Par ailleurs, Salah Abdeslam, n'a pas collaboré avec les enquêteurs depuis les attaques de mardi à Bruxelles, a déclaré son avocat dans une interview diffusée jeudi par la radio française Europe 1.

« Je pense qu'il voulait d'abord me voir parce qu'il a eu la visite des enquêteurs mardi. Je ne voudrais

pas qu'il se referme. S'il se refermait, ça nous mettrait devant d'autres Zaventem et d'autres Bataclan, c'est peut-être ça que je veux éviter », a-t-il ajouté.

Salah Abdeslam, blessé au cours de son interpellation, le 18 mars dans la commune bruxelloise de Molenbeek, se remet de sa blessure, qui n'était pas une blessure grave, a ajouté l'avocat. Selon les premiers éléments de l'enquête, le jeune Français d'origine marocaine semble avoir eu un rôle central dans la constitution des com-

mandos du 13 novembre, en participant à l'arrivée de jihadistes en Europe. Arrêté après quatre mois de cavale, Salah Abdeslam a été inculpé de « participation à des assassinats terroristes » et de « participation aux activités d'un groupe terroriste » par la justice belge. Il est incarcéré dans la prison de haute sécurité de Bruges, dans le nord-ouest de la Belgique. Aux premières heures de son audition, Sven Mary avait déclaré à la presse que son client collaborait avec les enquêteurs.

## Un deuxième suspect recherché



Crédits photo AFP

La police belge recherchait jeudi un deuxième suspect en lien avec l'attentat suicide du métro de Bruxelles, un homme aperçu aux côtés du kamikaze Khalid El Bakraoui sur les images de vidéosurveillance, ont indiqué des sources policières à l'AFP, confirmant des informations de presse. Une source policière a confirmé qu'un homme avait été vu avec un gros sac à côté du kamikaze, sur les images de vidéosurveillance de la station de Maelbeek, dans le quartier européen, où une vingtaine de personnes sont mortes. On y voit Khalid El Bakraoui parler avec le suspect, qui n'est pas rentré avec lui dans la rame, a précisé une source proche du dossier.

## Deux kamikazes identifiés

**Les deux frères Khalid et Ibrahim El Bakraoui, soupçonnés d'avoir loué des planques en Belgique pour les commandos des attentats de Paris, auraient été identifiés comme faisant partie des auteurs des attaques suicides de Bruxelles, ont affirmé mercredi deux télévisions publiques belges, divergeant toutefois sur les lieux où ils se sont fait exploser.**

Les autorités avaient diffusé dès mardi une image de vidéosurveillance montrant trois « suspects » des attentats de l'aéroport de Bruxelles, qui ont fait 14 morts mardi matin.

La télévision publique francophone RTBF a affirmé que deux hommes portant des pulls noirs et marchant côte à côte sur cette photo étaient en fait les frères El

Bakraoui, tous deux condamnés par la justice pour des braquages. L'un d'eux, Khalid, aurait notamment loué, sous une fausse identité, un appartement à Charleroi (sud) d'où sont partis les auteurs des attentats du 13 novembre à Paris juste avant de les commettre. Il est également celui qui aurait loué, toujours sous une fausse identité, l'appartement dans la commune bruxelloise de Forest dont la perquisition a dégénéré en fusillades la semaine dernière, accélérant brusquement la traque d'un suspect clé des attentats de Paris, Salah Abdeslam, arrêté vendredi par la police à Molenbeek, après plus de 4 mois de traque.

La télévision publique néerlandophone VRT affirme, quant à elle, que les deux frères sont bien impliqués dans les attentats de Bruxelles, qui ont fait une trentaine de morts et 250 blessés, mais qu'ils ont agi dans deux endroits différents: l'un d'eux aurait commis l'attentat à l'aéroport, tandis que l'autre s'est fait exploser dans le métro à la station Maelbeek, qui a fait au moins 15 morts.

Dès mardi soir, une source policière avait indiqué à l'AFP que l'homme qui marchait au milieu des deux autres sur la photo diffusée par la police « pourrait être Ibrahim El Bakraoui ».

Des avis de recherche ont été lancés par la police pour l'aider à identifier chacun des trois hommes de la photo, où on les voit pousser des chariots à bagages avec des valises noires.

Le parquet fédéral n'était pas joignable dans l'immédiat, indiquant seulement qu'il communiquerait dans la matinée.

Afp

## L'Italie interroge et s'interroge

**Pays souvent visé par les menaces du mouvement djihadiste de l'Etat islamique, l'Italie s'interroge sur ses capacités de préparation et celle de ses voisins.**

Les attentats de mardi, en plein centre de Bruxelles, capitale hyper-protégée des institutions européennes, ont eu un écho très fort en Italie. Quatre des victimes sont des Italiens ; ils font partie des 200 blessés comptabilisés mais, légèrement atteints, ils sont déjà sortis d'hôpital. Au moment où ses lignes sont écrites, l'identification de la trentaine de morts se poursuit ainsi que l'enquête, ce qui pourrait amener de nouveaux développements aussi bien sur les auteurs des attaques, les modalités et les motivations de leur action, etc.

L'Italie s'est donc tout de suite directement sentie concernée. Un message de son exécutif, le président et le premier ministre, a souligné la solidarité de Rome avec Bruxelles. Mais la presse italienne mercredi était surtout interrogative. Avec la première d'entre elles, vu que la menace terroriste s'est désormais matérialisée dans de nombreuses villes européennes comme Londres, Madrid, Amsterdam, Paris et maintenant Bruxelles : à qui le tour ? L'Italie est-elle suffisamment outillée pour contrer et anéantir des préparatifs d'attentats djihadistes avant qu'ils aient lieu sur son territoire ?

L'an dernier, le mouvement Etat islamique avait promis les pires foudres à « l'Italie, la croisée » si elle osait seulement aller bombarder en Lybie. Il affirmait pouvoir « marcher sur Rome et hisser le drapeau (islamiste) au Vatican ». Un an plus tôt, il avait laissé entendre que sa stratégie passerait par « lâcher » des milliers de migrants sur l'Europe et à y infiltrer ne serait qu'une vingtaine de ses adeptes près à passer à l'action : est-ce ce scénario qui commence à se matérialiser ? se demandait la presse mercredi.

Journaux, radios et télé qui consacraient beaucoup de leurs éditions spéciales aux événements de Bruxelles s'interrogeaient aussi sur l'existence, en Belgique mais aussi en France, de ces ghettos inconnus en Italie où les gens se regroupent par affinités ethniques et/ou religieuses. Le quartier de Molenbeek à Bruxelles, mais aussi le nord de Marseille et la Seine Saint-Denis en France ont suscité beaucoup de commentaires. Alors, l'Italie, est-elle déjà infiltrée de cellules terroristes dormantes, prêtes à passer à l'action. Et le feront-elles en traversant les frontières des pays voisins ? L'Italie, pour l'instant, a été préservée du radicalisme religieux agressif, mais personne ne peut jurer qu'il en sera toujours ainsi.

C'est pourquoi le premier ministre Matteo Renzi juge urgent un « pacte européen pour la liberté et la sécurité ». Lucide, le premier ministre constate avec pragmatisme que le moment n'est sans doute pas celui « des chacals, mais pas non plus celui des colombes... Il faut que l'Europe aille au bout cette fois. Il faut investir dans une structure unitaire de sécurité et de défense. Les services de sécurité doivent travailler plus ensemble et mieux ensemble, avec une collaboration constante, ponctuelle et continue », a-t-il affirmé.

Rappelant l'expérience de son pays qui, dans les années 1980, dut faire face à une vague d'attentats de gauchistes ou de la mafia, M. Matteo Renzi note : « La menace est globale mais les tueurs sont aussi des tueurs locaux. L'ennemi n'est donc pas seulement celui de l'extérieur, celui loin de nous, l'ennemi se cache aussi au cœur des villes européennes, dans les périphéries de certaines de nos capitales ». Pour lui, la lutte passe par les mesures sécuritaires, mais aussi par l'éducation, « avec les militaires mais aussi avec les maîtresses du primaire. Cela doit être fait avec les forces de police mais aussi avec les forces du social, si nous voulons récupérer au moins la prochaine génération ».

Lucien Mpama

## AFRICA CEO FORUM D'ABIDJAN

## Les Etats africains invités à accélérer les intégrations régionales

La 4<sup>e</sup> édition de l'Africa CEO Forum qui s'est tenue à Abidjan du 22 au 23 mars, a réuni environ 800 participants venus de 63 pays (dont 43 africains), notamment des hommes d'affaires et de dirigeants d'entreprises. Les participants ont exhorté les Etats à lever les barrières douanières et favoriser les intégrations communautaires.

La rencontre a mobilisé plusieurs décideurs africains, dont les présidents ouest-africains et le président de la Banque africaine de développement réunis autour du président ivoirien, Alassane Ouattara. Les échanges lors de cette rencontre ont porté sur les stratégies économiques pouvant permettre aux pays africains la crispation économique. Les acteurs présents à cette rencontre ont, par ailleurs, admis la nécessité pour les économies africaines à mettre l'accent sur l'industrialisation, la création d'emplois et des richesses... Le plus remarquable est le pa-

nel animé conjointement par les présidents ivoirien Ouattara et ghanéen John Dramani Mahama. Le panel présidentiel a salué la performance économique du Ghana et de la Côte d'Ivoire, pays considérés comme les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest. Selon le dirigeant ivoirien, les performances économiques réalisées par la Côte d'Ivoire résultent de la mise en place de politiques macro-économiques saines, d'une bonne base politique, de la capacité et de la volonté des autorités à convaincre les populations sur la prise de mesures courageuses.

Une politique d'industrialisation, selon le numéro un ivoirien, a permis d'améliorer la production énergétique, c'est-à-dire « à doubler la production d'électricité de la Côte d'Ivoire d'ici à 2020 ». Rejoignant son homologue, le Ghanéen John Dramani a insisté sur la nécessité d'accélérer l'intégration régionale, qui pour-

rait « permettre à nos Etats de réaliser des progrès économiques importants à long terme ». Cette 4<sup>e</sup> édition de l'Africa CEO Forum d'Abidjan s'est déroulée dans un contexte un peu particulier car la Côte d'Ivoire vient d'être frappée par une violente attaque terroriste à Grand Bassam, et qu'une nouvelle tentative d'attentat a eu lieu lundi 21 mars à Bamako (Mali). Malgré ces menaces terroristes, l'Afrique est invitée à jouer la carte de l'intégration sous-régionale, avec la levée des restrictions douanières, liées à la circulation de biens et de personnes. Les crises socio-économiques dues à la chute vertigineuse du prix du pétrole, deviennent inévitables. Des institutions financières et partenaires au développement à l'instar de la BAD, tentent de sauver la situation, en proposant des issues plausibles (en vue de la création des emplois et des richesses).

Fiacre Kombo

## NIGER

## Le président réélu Mamadou Issoufou tend la main à l'opposition

Dans une déclaration publiée mercredi, le président nigérien Mamadou Issoufou réélu avec plus de 92% des voix, a indiqué qu'il est disposé à gouverner avec l'opposition.

Insistant sur les menaces sécuritaires et terroristes auxquels son pays est exposé, Mamadou Issoufou a exhorté le peuple nigérien à un sursaut national. Il a mis en avant la menace terroriste. « Je suis ouvert à travailler avec tous les Nigériens, avec tous les enfants du pays, parce que la situation actuelle l'oblige », a déclaré mercredi au lendemain de la proclamation des résultats du second tour de la présidentielle, tenu le 20 mars.

Le Niger se trouve dans une situation politique fragile due au refus de l'opposition de participer au second tour de la présidentielle. Outre, « la mauvaise organisation du scrutin » relevée par ses partisans, l'opposition conteste également le maintien en prison de leur candidat, Hama Amadou, pour son implication supposée dans une affaire de trafic de bébés. L'opposant a été évacué d'urgence, la semaine dernière, à Paris pour des soins. Les contestataires ne précisent pas qu'ils entendent saisir la Cour constitutionnelle.

Une situation politique inquiétante qui, selon l'actuel président du pays,

s'ajoute aux menaces sur les frontières du Niger avec la Libye, le Mali, ainsi qu'avec le Nigéria où sévit la nébuleuse Boko Haram. « Là, je suis prêt à mettre en place avec l'opposition un gouvernement d'union nationale afin de faire face aux menaces auxquelles le Niger est exposé », a martelé le président Issoufou. Ces défis sécuritaires, a-t-il poursuivi, nécessitent un sursaut national, un rassemblement de tout le peuple nigérien, « y compris ceux de l'opposition ».

Malgré les difficultés enregistrées au cours du processus électoral au Niger, les deux tours de la présidentielle se sont globalement bien déroulés, selon les observateurs internationaux ayant supervisé le processus. D'après la Commission électorale nationale indépendante (Céni), en charge du scrutin, les difficultés sont liées notamment aux blocages persistants dans la compilation des chiffres au niveau des communes. La commission électorale déplorait également le retard dans la signature des procès-verbaux, soit parce que des délégués des partis sont introuvables, soit parce que certains refusent de signer. La Céni a néanmoins publié les résultats complets du scrutin dans le délai, en dépit des difficultés de centralisation des données des bureaux de vote.

Afp



# BUROTOP IRIS



## Tablette Huawei 3G T1

à seulement

# 99.000

FCFA ht



Garantie 1 an

- \* Ecran : 7"
- \* Epaisseur : 8.5 mm
- \* Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- \* Mémoire RAM : 1GB
- \* Mémoire : 8GB extensible
- \* Caméras : avant et arrière
- \* Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0

Rendez-vous chez Burotopiris, votre distributeur exclusif de Huawei au Congo



## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

# Michaëlle Jean souhaite faire du français une langue de résistance

Depuis 1988, près de 230 millions de locuteurs célèbrent le lien fort qui s'exprime entre eux : le français en partage. Pour l'édition 2016 placée sous le thème « le pouvoir des mots », la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean a prononcé une allocution à la hauteur « d'une dimension symbolique et d'une urgence particulière ».

La célébration de cette année intervient à un mois de la disparition de Boutros Boutros-Ghali, premier secrétaire général de l'OIF. En effet, la Secrétaire générale a souligné dans la continuité de ses prédécesseurs, combien « nombre de pays de l'espace francophone, et tant d'autres, sont depuis plusieurs mois, touchés au cœur par des attentats terroristes lâches, cruels et meurtriers, perpétrés au nom d'une

idéologie de la haine ».

Succédant à Abdou Diouf, Michaëlle Jean a parlé de la menace qui plane encore et toujours, mais à la stratégie de la terreur, les populations ont voulu, partout, répondre par le courage, par la volonté de se dresser fièrement et de célébrer la vie, a-t-elle expliqué.

Et de constater que les frontières sont tombées : du Mali à la France et à la Belgique, du Cameroun à la Tunisie, du Niger au Canada, du Tchad à l'Égypte, du Liban à Madagascar, du Burkina Faso au Québec et à la Suisse, du Vietnam au Burundi et à la Roumanie, les messages de solidarité sur tous les continents se sont mêlés.

Grâce à la langue française, la secrétaire générale a incité à saisir l'occasion de ce 20 mars pour faire de cette langue

commune une langue de résistance, « en redonnant tout leur sens et tout leur pouvoir aux mots qui nous relient et qui nous unissent... Tous les mots nous parlent, mais certains plus que d'autres, parce qu'ils expriment l'essence profonde de la condition humaine ». Et de scander : « Liberté ; égalité ; solidarité ; fraternité ; diversité ; universalité ».

Pour Michaëlle Jean, ce sont ces mots qui disent la volonté de faire reculer et de vaincre l'intolérable et l'inacceptable. « Ils disent notre volonté de vivre libres ensemble pacifiquement, d'agir ensemble solidairement, de penser l'avenir ensemble, fraternellement », martèle-t-elle.

Et enfin de conclure qu'« alors, en cette Journée internationale de la Francophonie, fêtons partout avec



Michaëlle Jean (DR)

allégresse et une conviction renouvelée, le pouvoir de notre langue commune, la

langue française, et le pouvoir des mots ».

Antoine Daniel Kongo

## TERRORISME

## L'Italie solidaire de la Belgique après les attentats

Les autorités italiennes ont condamné les attentats terroristes de Bruxelles, appelant à l'unité de l'Europe face au terrorisme.

Dans cette Europe « frappée au cœur » par les attentats de Bruxelles mardi, l'Italie a tenu à marquer sa proximité avec la Belgique. Rome, dans sa double déclinaison politique et religieuse ; l'Etat et le Vatican, a réagi assez vite à l'annonce de ces bouleversants actes de terrorisme. C'est un peu d'Italie qui se retrouvait d'ailleurs dans l'émotion de la Commissaire aux Affaires européennes, l'Italienne Federica Mogherini, annonçant en sanglots : « c'est un jour difficile, un jour très triste pour l'Europe ». L'ancienne ministre des Affaires étrangères rentrait à peine de Jordanie où elle venait de prendre part à une conférence sur le fondamentalisme religieux.

Pour sa part, le président de la République italienne qui rentre à peine lui aussi d'une tournée d'une semaine en Afrique, la première d'une personnalité de son rang en 70 ans, a marqué le coup. Pour Sergio Mattarella, ces attentats « confirment de manière tragique que l'objectif du terrorisme fondamentaliste est la culture de liberté et la démocratie. La réponse à la menace se trouvera dans une solide unité des pays de l'Union européenne. La liberté et l'avenir du vivre-ensemble humain sont en jeu ». Durant son séjour en Éthiopie et au Cameroun la semaine dernière, M. Mattarella avait insisté sur le rôle de l'école comme antidote contre la tentation au djihadisme.

Pendant ce temps, M. Matteo Renzi, le Premier ministre italien, a aussitôt adressé un message de « proximité personnelle », ainsi que « la solidarité et les condoléances du gouvernement italien » à son homologue belge Charles Michel. Il a également téléphoné à la chancelière allemande, Angela Merkel, pour coordonner avec elle une action européenne concertée contre le terrorisme. D'ailleurs au moment des attentats de Bruxelles, son ministre de l'Économie et lui-même étaient en colloque à la primature avec le Commissaire européen à l'Économie, le Français Pierre Moscovici.

Mais les réactions venues de Rome doivent inclure celles du Vatican, plus rapide que d'habitude. C'est d'un ton ferme que le pape François a adressé aux autorités religieuses belges un message de condoléances dans lequel il condamne « la violence aveugle qui engendre tant de souffrances ». Au nom du Saint-Père, son secrétaire d'État (Premier ministre) le cardinal italien Pietro Parolin a ajouté : « Le Pape François confie à la miséricorde de Dieu les personnes qui ont perdu la vie et il s'associe par la prière à la peine de leurs proches. Il exprime sa profonde sympathie aux blessés et à leurs familles, ainsi qu'à toutes les personnes qui contribuent aux secours ».

Lucien Mpama

## MUSIQUE

## Les Rolling Stones en concert à Cuba



Après la visite officielle de Barack Obama à Cuba appelant les Cubains à enterrer la hache de guerre, le peuple de Raul Castro s'appête à vivre un événement culturel historique après plus d'un demi-siècle de guerre froide tropicale.

Sur l'agenda du groupe britannique légendaire du rock, il était prévu, depuis le 1er mars, de donner le 25 mars un concert gratuit en plein air à la Havane, au stade de la capitale. Dans une production vidéo enregistrée en espagnol, les Rolling Stones, par la voix de leur leader Mick Jagger, promettent un spectacle « historique » à leurs fans cubains. « Hola Cuba! », lancent les septuagénaires Mick Jagger, Charlie Watts, Ronnie Woods et Keith Richards au début de ce petit film promotionnel d'une minute diffusé par le portail d'informations Cubainformacion.tv. Pour ce concert, qui surviendra

trois jours après la visite historique sur l'île du président américain, une scène de 80 mètres de long a été installée, dans un site pourvu de 10 écrans géants, une logistique jamais vue à Cuba. Depuis la révolution castriste de 1959, le pays a toujours vécu sous la censure de l'influence du rock. Celle-ci était considérée comme une arme de l'impérialisme américain et une « déviation idéologique ». La politique d'ouverture culturelle de Barack Obama a permis progressivement à ce genre musical d'être toléré sur l'île jusqu'à s'imposer dans les médias d'État au cours de la dernière décennie. Depuis l'annonce historique fin 2014 du dégel entre Cuba et les États-Unis, de nombreux artistes américains et internationaux ont effectué des séjours privés sur l'île, parmi lesquels Katy Perry, Rihanna et le guitariste de Sting Dominic Miller.

En 2015, le bassiste des Rolling

Stones, Darryl Jones, s'était produit à La Havane avec son groupe, The Dead Daisies. Quant à Mick Jagger, il avait déjà effectué, début octobre, une visite à Cuba, au cours de laquelle il avait notamment assisté au concert de Timba, genre musical proche de la salsa du groupe Bamboleo, dans une salle de l'ouest de La Havane.

L'effervescence monte auprès des Rolling Stones qui redoutent l'étape du vendredi 25 mars de la tournée « America Latina Olé ». « Nous sommes passés par de nombreux lieux incroyables, mais ce concert sera historique pour nous et, nous l'espérons, pour vous aussi. Merci de nous recevoir dans votre beau pays », souligne Mick Jagger dans un espagnol empreint d'un fort accent anglais, alors que défilent des images de La Havane, la capitale cubaine, et du groupe en concert.

Antoine Daniel Kongo

## NECROLOGIE

Le Directeur général du Laboratoire national de santé publique, le Pr Henri-Joseph Parra et l'ensemble du personnel ont le profond regret d'annoncer aux personnels de santé, amis et connaissances, le décès de Mme Olga Blanche Ngampio Kialibi, secrétaire particulière du directeur général de cet établissement, survenu le vendredi 18 mars 2016, à l'hôpital central des armées Pierre Mobengo de Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu à SOPROGI, avant l'entrée du domaine suivant Tordre de la palme verte à droite, avec signe du tissu noir et blanc, après les bambous de Chine, zone hôtel MAPS.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



## À VENDRE

Voiture de marque Toyota Yarhis  
(gasoil) en bon état.

Prix : 4 millions FCfa

Contact : 06 666 70 65

## SIAT

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 1.550.000.000 F CFA  
Siège social : BRAZZAVILLE (CONGO) BP 50  
RCCM BRAZZAVILLE N°CG/BZV/07 B 342

## AVIS DE CONVOCATION

Les Actionnaires de la SIAT sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le **JEUDI 07 AVRIL A 11 HEURES**, au siège social à Brazzaville, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2015 et approbation des comptes dudit exercice.
2. Lecture et approbation du rapport spécial du Commissaire aux Comptes.
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
4. Fixation des indemnités de fonction du Conseil d'Administration pour l'exercice 2016.
5. Pouvoirs à conférer.

Conformément à la Loi, les rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, le bilan et le compte de résultat ainsi que les résolutions qui seront soumises à votre appréciation sont tenus à votre disposition au Siège Social.

Dans l'hypothèse où vous ne pourriez pas assister à cette Assemblée, vous avez la possibilité de vous y faire représenter. Un modèle de pouvoir est à votre disposition sur simple demande de votre part.

Le Conseil d'Administration

## NECROLOGIE

Siméon Bruno Ntsayouolo, agent des Dépêches de Brazzaville, Siméon Ntsayouolo, les enfants Léonie Mandzala, Agathe Nkoli, Céline Kouakira Madzouele et les enfants Kouakira annoncent aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de la veuve Kouakira née Ngambani Géorgine, survenu, le 14 mars 2016 à Brazzaville.

La veillée mortuaire a lieu au 189 avenue des Trois Martyrs.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Bruno Okokana, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Samuel Mboussa Samas, Patou Patrick Gassaï, Jacqueline Mboussa née Milandou, Alida Milandou, Rina Milandou, Sydège Milandou, David Boueya, Olivier Mboussa, Miland Mboussa, Stella Mboussa, Samas Mboussa, Junior Mboussa, Rhode Bantsimba, Finance Okokana, Moïse Gassaï, informent les parents, amis et connaissances. La date de l'inhumation de leur belle-mère, mère et grand-mère, Julienne Kilonda, est fixée pour ce vendredi 25 mars à Brazzaville.



Les enfants Lukanga et famille ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances, le décès de leur père, frère, oncle et grand-père, Paul Lukanga. Décès survenu le 17 mars 2016 à 6h20 au CHU de Brazzaville des suites d'une courte maladie.

La veillée funèbre se tient au 1714, rue Ngali Pascal au quartier Sic Makélékélé, non loin de la paroisse Saint Kisito derrière la Mucodec Angola Libre.

L'inhumation aura lieu le samedi 26 mars 2016 au cimetière Ma Campagne suivant le programme suivant le programme ci-après :

- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
- 11h00 : recueillement au domicile familial
- 13h30 : messe sur place
- 14h30 : départ pour le cimetière
- 16h30 : retour et fin de cérémonie.



## REMERCIEMENTS



Rock Ngassakys, Monsieur Elenga Marie Alphonse, Madame Ngassaki Martine, Monsieur Elenga Wilson et toute la famille Elenga Ndollon remercient parents, amis et connaissances qui les ont soutenus moralement, physiquement et financièrement lors des obsèques de Madame Elenga Marie Helene, comptable principale à la Direction des finances municipales.

LITTÉRATURE

# « De l'amour à la haine » dans les librairies

Ludovic Julien Kodja, auteur de cet ouvrage de 136 pages relate l'histoire de Jôanito Amour, fils unique de Joan et d'Anna Rosa, âgé de douze ans, trahi par ses parents. Ces derniers n'ont pas respecté le serment d'amour promis à leurs fils, à savoir : « Nous vivrons ensemble, nous mourrons ensemble »

Déçu de cette séparation, Jôanito Amour qui croyait beaucoup à ses parents était complètement perdu. Sa mère lui disait qu'elle était folle de son père et qu'elle n'aurait jamais épousé son père s'il n'était pas intelligent. Cela n'était que des paroles mensongères. Personne ne croyait que cet amour si sublime n'était qu'un amour trompe œil. Chacun a décidé de choisir son chemin et son propre destin.

Le jeune Jôanito prie Dieu pour que ses parents entendent la voix

de la raison afin de conserver leur amour.

« Je veux avoir mes parents autour de moi et pour moi.

Rien ne peut se substituer à l'amour, et la vie harmonieuse d'une famille, surtout pas l'argent et les autres avantages matériels. Mes parents n'avaient qu'à prendre une décision ou mon père se rapproche de ma mère, ou alors c'est ma mère qui rejoint mon père », révèle le jeune garçon.

Le serment odieusement trahi, le mariage brisé, le fils découvre alors la face irréaliste de la vie et de l'amour. Ainsi dit-il, « Les adultes sont des êtres sans cœur; ils méritent d'être mépri-



sés. Seulement nous, les enfants nous en sommes incapables car; nous avons une grandeur d'âme qui nous élève au-dessus d'eux. Nous sommes plus réfléchis que tous les adultes du

monde entier. Aucun sentiment de haine ne sommeille en nous, nous sommes des porteurs d'amour ».

Jôanito ne se laisse pas abattre, il refuse de se morfondre en plongeant nuit et jour dans les affres du chagrin qui risquent de détruire à jamais sa vie. « Je ne m'offrirai jamais en spectacle pour faire plaisir aux traitres, jamais

je ne permettrai que ma vie chamboule à cause des soubresauts involontés des adultes sans un dernier sursaut salvateur. Ils ont oublié que, même au comble de mon

désespoir; quelqu'un viendra combler mon espoir; quelqu'un viendra essuyer les larmes de mes yeux et redonner la joie à mon cœur brisé parce que je suis un enfant, celui à qui les parents ont montré le chemin d'un Dieu compatissant qu'ils ne connaissent pas eux même ». De l'amour à la haine, Publié aux éditions Edilivre, est une véritable réflexion enfantine devant les erreurs et l'irresponsabilité des adultes.

Ludovic Julien Kodja est auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels : Mes larmes coulent en silence et Destin cruel. Il est cadre des Ressources humaines et directeur du Centre médico-social évangélique de Mayangui.

**Rosalie Bindika**



**LIBRAIRIE**  
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)



**Des :** Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :** Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

**Ouvert**  
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h



## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## Un nouveau décret relatif à la liberté de manifester en gestation

**Dans ce texte réglementaire, un train des mesures seront prises à l'égard des ONG et celles de défense des droits de l'homme assorties de quelques restrictions notamment sur les conditions légales de manifester.**

La situation des droits de l'homme en RDC s'est nettement dégradée ces derniers mois comme l'attestent de nombreux rapports des ONG spécialisées. Au fur et à mesure que se rapprochent les échéances électorales (quoiqu'incertaines) de novembre 2016, l'espace politique devient de plus en plus restrictif au point de mettre en mal l'exercice des libertés publiques. Conscient de cet état des choses, le gouvernement s'inscrit dorénavant dans l'optique de l'amélioration des conditions des droits de l'homme dans le pays. D'où l'option prise d'organiser, trois fois par an, un dialogue interactif avec les organisations de défense des droits de l'homme.

La première édition de ce forum a eu lieu le 21 mars en présence des principaux responsables des services de sécurité et des représentants des ONG des droits de l'homme. Il s'est agi d'un échange entre le ministre de la Justice et les opérateurs du secteur des droits de l'homme au cours de laquelle de nombreux sujets qui fâchent



Alexis Thambwé Mwamba

ont été passés au peigne fin. Des dérapages ayant émaillé l'opération de police « Likofi » aux allégations concernant la fosse commune de Maluku en passant par les arrestations politiques contre des activistes de la société civile, aucun sujet n'a été éludé dans cette rencontre de vérité qui a permis à Alexis Thambwé Mwamba de répondre à toutes les accusations formulées contre le gouvernement dans ces différents dossiers.

Dans la foulée de cette rencontre, les participants ont pu être tenus informés de l'élaboration prochaine d'un nouveau décret relatif à la liberté de manifester. Dans ce texte réglementaire en gestation, un train

des mesures seront prises à l'égard des ONG et celles de défense des droits de l'homme assorties de quelques restrictions notamment sur les conditions de manifester. Par ailleurs, le ministère de la Justice devrait, dans les prochains jours, amorcer une opération de contrôle pour s'assurer de la légalité des ONG des droits de l'homme dont la plupart ne sont pas connues des autorités compétentes. « C'est de leur intérêt que de régulariser leur dossier si elles veulent continuer à opérer », a déclaré Alexis Thambwé Mwamba.

Concernant le décret relatif à la liberté de manifester proprement dit, il rappelle entre autres les conditions de manifester ainsi qu'un certain nombre de principes qui existent et découlent de la Constitution. Interdiction est faite de manifester devant les sites stratégiques du pays tels que la présidence de la République, le Palais de la justice, le Parlement et l'Hôtel du gouvernement. D'autres lieux publics sont également concernés par ce décret qui coupe l'herbe sous les pieds de l'opposition en passe d'organiser une série d'activités politiques en ce mois de mars contre le fameux glissement. Le gouvernement craindrait, en effet, que les symboles du pouvoir soient vandalisés par la population en colère.

Alain Diasso

## RDC

## Ban Ki-moon inquiet de la situation politique

**À la faveur d'un débat sur la situation sécuritaire dans les Grands lacs, Ban Ki-moon s'est déclaré préoccupé par la situation politique en RDC déclarant redouter un regain de violences dans le pays à la veille des scrutins.**

La situation politique dans la région des Grands lacs et particulièrement en RDC a été au centre d'un débat au Conseil de sécurité de l'ONU le 21 mars. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, en a profité pour brosser le tableau sécuritaire de la RDC à la veille des élections présidentielle et législatives. Pour Ban Ki-moon, qui a séjourné en février dernier à Kinshasa, il y a lieu de redouter le pire dans le pays. Se déclarant très préoccupé par la tournure que prennent les événements en RDC sur fond de restriction de l'espace politique, Ban Ki-moon demande au Conseil de sécurité et aux dirigeants de la région de contribuer à la préservation de la stabilité politique en RDC en trouvant rapidement une issue à l'impasse actuelle. « Par le passé, les crises politiques qui ont frappé la région des Grands lacs se sont traduites par des violences généralisées et de graves problèmes de sécurité. Nous devons empêcher ce scénario de se reproduire », a-t-il déclaré. D'où son appel pressant aux dirigeants de la région enga-

gés dans les cycles électoraux « à régler leurs différends par le dialogue et à créer des conditions propices à la tenue en temps voulu d'élections crédibles, conformément à la Constitution ». L'autre sujet d'inquiétude pour Ban Ki-moon concerne la situation sécuritaire à l'Est de la RDC en proie à des guerres récurrentes perpétrées par des groupes armés tant étrangers que nationaux. Tout en se félicitant de la reprise de la planification et des opérations militaires conjointes Fardc-Monusco visant la traque des forces négatives, Ban Ki-moon a plaidé instamment pour l'accélération du processus de désarmement et de démobilisation de tous les groupes armés opérant encore dans l'est de la RDC via des recommandations tangibles qui découleront forcément de cette session du Conseil de sécurité.

Il a, par ailleurs, demandé que les efforts accomplis jusque-là dans le sens de la stabilisation de cette région soient poursuivis afin, a-t-il dit, « de neutraliser toutes les forces négatives, notamment en trouvant des solutions durables pour les anciens combattants et en étendant l'autorité de l'État dans les zones autrefois sous l'emprise des groupes armés ».

A.D.

## ATTENTATS DE BRUXELLES

## Le premier vice-président de l'Assemblée nationale blessé

**Outre le Congolais Dieumerci Mbokani et le musicien Denis Ngonde, l'ancien basketteur international Dikembe Mutombo et le premier vice-président de l'Assemblée nationale de la RDC, Floribert Luhonge, se trouvaient également à l'aéroport de Zaventem lors des deux explosions.**

Le vice-président de l'Assemblée nationale Floribert Luhonge se trouverait actuellement dans un hôpital flamand à Bruxelles. Il aurait une jambe cassée mais sa vie ne serait pas en danger. Il séjournait depuis sept jours en Suisse pour consulter un ophtalmologue et devait prendre son vol retour pour Kinshasa à l'aéroport de Zaventem, lorsque le carnage a eu lieu. « Une pensée au 1er vice-président de l'Assemblée nationale, Luhonge Kibinda Ngoy, victime attentats de Bruxelles aux soins », a écrit le ministre des Relations avec le Parlement, Kin-kye Mulumba, sur son compte Twitter. Pour sa part, le chanteur Denis Ngonde se rendait aux USA et était en transit à Bruxelles. Il a pu poursuivre son chemin vers les États-Unis où il doit livrer un concert le 27 mars à Washington dans le cadre de la célébration de la fête de Pâques. L'artiste congolais aurait pris son vol à partir de l'aéroport d'Anvers.

**Dikembe Mutombo se sent « très mal » pour les familles**

Ancien joueur de la NBA et élu au Hall of Fame, Dikembe Mutombo a indiqué sur les réseaux sociaux qu'il était sain et sauf. « Dieu est bon, Je suis à l'aéroport de Bruxelles avec cette folie, je

vais bien », a-t-il écrit en postant également des photos. Il était également en route pour les USA, en provenance de Kinshasa. « J'ai entendu des gens hurler et tout le monde s'est mis à courir. J'étais en train de faire une sieste et je me suis dit « mais qu'est-ce qui se passe ? Une femme a dit Tout le monde sort, il faut y aller, il faut y aller. Beaucoup de gens saignent à l'étage du dessous, beaucoup de gens sont blessés. J'ai pris mon sac et je me suis mis à courir moi aussi. Je me sens très mal pour les familles qui ont perdu des êtres chers. Ils ne pouvaient pas courir, ils ne pouvaient pas bouger », a-t-il déclaré sur CNN. L'ancien joueur de Denver, Atlanta et Houston, âgé de 49 ans, avait pris sa retraite en 2009 après 18 ans passés en NBA.

**Des recherches sur les réseaux spéciaux**

D'autres Congolais sont également activement recherchés par leurs proches notamment sur les réseaux sociaux où plusieurs avis de recherche sont lancés. « Je fais appel à vous. Mon beau frère Yves Cibwabua était certainement à Maelbeek au moment de l'attentat. Nous sommes toujours sans nouvelles de lui. Nous avons tout essayé. J'ai besoin de votre mobilisation. Si quelqu'un l'a vu ou quelqu'un travaille dans un hôpital et le reconnaît. Veuillez nous contacter au plus vite. Il est de couleur noire, 1m85 et 115 kg. Il portait des lunettes. Je vous en prie faite tourner. Yff Ciyombo stp reviens nous », peut-on notamment lire sur un message.

Patrick Ndungidi

## CPI

## Un procès se tiendra contre l'ex-chef de guerre ougandais Dominic Ongwen

**Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont décidé mercredi que les preuves rassemblées par le procureur contre l'ancien chef de guerre ougandais Dominic Ongwen, de la sanguinaire rébellion de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), étaient suffisantes pour ouvrir un procès.**



Dominic Ongwen

Les juges ont « rendu une décision confirmant 70 accusations portées à l'encontre de Dominic Ongwen par le procureur de la CPI et renvoyant M. Ongwen en procès devant une chambre de première instance », a indiqué la CPI dans un communiqué. Les juges « ont conclu qu'il y a des motifs substantiels de croire que Dominic Ongwen est responsable », en tant qu'auteur et en tant que commandant, de meurtres, viols, esclavage sexuels, torture, pillages, conscription d'enfants soldats notamment. « La décision de confirmation des charges peut faire l'objet d'un appel uniquement avec l'autorisation de la chambre préliminaire », a ajouté la CPI.

**La « Fourmi blanche »**

Surnommé la « Fourmi blanche », Dominic Ongwen était un des commandants les plus redoutés de l'LRA menée par Joseph Kony, rendu mondialement célèbre par la campagne « Kony 2012 ». Selon l'ONU, la LRA a tué plus de 100.000 personnes et enlevé plus de 60.000 enfants d'abord dans le nord de l'Ouganda, puis au gré de son exil dans les pays voisins. M. Ongwen, ex-enfant soldat, était le « fer de lance » de la LRA, selon l'accusation. Les charges confirmées concernent des crimes qui auraient été commis lors d'attaques contre quatre camps de déplacés, des crimes sexuels « ainsi que des crimes de conscription d'enfants de moins de 15 ans et leur utilisation dans des hostilités qui auraient été commises dans le nord de l'Ouganda entre le 1er juillet 2002 et le 31 décembre 2005 », selon la CPI. La Chambre a rendu sa décision sur la base des éléments de preuve présentés par l'accusation et la défense, dont des « témoignages ou transcriptions d'entretiens avec un total de 123 témoins, des enregistrements de communications radio et des témoignages oraux de sept témoins », a précisé la Cour. Créée en 1987 avec l'objectif de renverser le président ougandais Yoweri Museveni pour le remplacer par un régime fondé sur les Dix commandements, la LRA s'est forgé une effroyable réputation au fil de ses exactions en Ouganda, au sud du Soudan, dans le nord-est de la République démocratique du Congo et en Centrafrique. De nombreuses victimes ont eu les lèvres, le nez et les oreilles coupées.

Prophète auto-proclamé, Joseph Kony a mélangé mystique religieuse, techniques éprouvées de guérilla et brutalité sanguinaire. En dépit de sa jeunesse, Dominic Ongwen a très vite été repéré pour sa loyauté dans le crime, son courage au combat et ses qualités de tacticien.

AFP

## DÉBAT DÉMOCRATIQUE

## Lambert Mende charge le Dr Denis Mukwege

**Le ministre de la Communication et Médias et Porte-parole du gouvernement a dénoncé, dans un point de presse tenu le 24 mars à Kinshasa, la politisation à outrance des activités du gynécologue qui fait une fixation sur l'alternance démocratique en parlant de moins en moins des femmes violées du Kivu au nom desquelles il court le monde.**

Le 15 mars, le directeur de l'hôpital de Panzi au Sud-Kivu avait tenu une conférence de presse à l'Institut français de Kinshasa au cours de laquelle il s'est longuement appesanti sur la situation politique dans le pays. Cette sortie médiatique avait fait jaser en raison du ton utilisé par le Dr Denis Mukwege dont le discours avait un contenu exclusivement politique. Le gynécologue avait saisi

l'occasion pour tirer à boulets rouges sur le pouvoir kabiliste qu'il tient pour responsable de l'instabilité à l'est du pays réputée être la cause des viols récurrents commis sur les femmes. Tous ceux qui avaient attendu cet estimé compatriote sur ce dossier afin d'en savoir un peu plus ont dû déchanter car l'intéressé avait parlé exclusivement de politique politicienne.

Revenant dans son point de presse du 24 mars sur l'intervention du Dr Mukwege, le ministre de la Communication et Médias et Porte-parole du gouvernement a laissé transparaître son dépit vis-à-vis de ce qu'il considère comme un amalgame de la part du gynécologue, qui a plutôt versé dans des discours ressassés par les politiciens depuis plusieurs décennies. S'abstenant dans sa communication « de dire aux Congolais ce qu'ils attendaient le plus de lui, à savoir l'impact réel sur nos malheureuses concitoyennes de ses interventions », le Dr Denis Mukwege a plutôt épilogué sur « l'alternance démocratique » en RDC qu'il a présentée comme remède aux maux dont souffrent ses patientes. C'est, pour lui, la solution pour mettre un terme au cycle des violences sexuelles indicibles imposées à des milliers de femmes de l'est du pays. Ce qui, d'après Lambert Mende, est une aberration. Et le ministre d'argumenter : « On devrait, à l'en croire, conclure que les viols au Kivu et dans tout l'Est sont directement liés au manque d'alternance démocratique à Kinshasa. Et pas à l'état de guerre endémique imposé aux paisibles citoyens congolais par des groupes armés crimi-

nels qui se sont déversés depuis 1994 dans notre pays et des coalitions de puissances étrangères qui gavent le médecin fistulier de titres honorifiques depuis quelques années ». Et il poursuit en ces termes : « Faire croire que l'alternance démocratique est synonyme de la fin de la guerre et de ses corollaires que



Lambert Mende

sont l'absence de l'État de droit et le déni de justice relève du leurre parfait. Dans la mesure où on peut lui rétorquer qu'un pouvoir fort et dictatorial, comme celui qui a existé dans notre pays en d'autres temps ou aujourd'hui encore dans certains pays de notre continent ou ailleurs, est tout aussi à même d'éradiquer efficacement cette catégorie criminelle ».

Le « réparateur des femmes » s'est, par ailleurs, déclaré très inquiet par rapport à l'année 2016 qui présenterait, selon lui, deux possibilités : un passage de paix où on pourrait avoir une alternance démocratique ou malheureusement retourner dans le cycle des violences. Une telle approche simpliste, pour Lambert Mende, « est une manière comme une autre d'absoudre les vrais responsables des problèmes qui ont entraîné les dysfonctionnements dont souffrent les femmes du Kivu ». Sans le dire forcément, ce membre du gouvernement conclut à l'opportunisme du médecin dont le passage du bloc opératoire à la politique ne serait pas innocent. « Le marché des femmes violées pourrait se révéler saturé et financièrement peu rentable d'ici quelques années. De mauvaises langues commencent à croire que c'est la raison pour laquelle ce compatriote qui semble avoir pris goût aux feux de la rampe et aux plantureux subsides s'agite pour se ménager un créneau plus porteur que la réparation des fistules à Panzi », dixit Lambert Mende.

Alain Diasso

## MONUSCO

## La RDC sollicite une réduction de moitié des effectifs d'ici fin 2016

**Le renforcement des Fardc par trois bataillons de la Force de réaction rapide par d'autres unités pour une prise en charge totale des besoins de sécurisation de l'est du pays aurait motivé cette requête.**

Alors que le mandat de la mission de l'ONU en RDC (Monusco), forte de quelque 20.000 hommes, arrive à expiration à la fin de ce mois de mars, le gouvernement ne jure que par le retrait de moitié d'ici la fin de l'année du contingent des casques bleus opérant sur le territoire national. Mais pour l'heure, l'ONU n'envisage qu'une réduction de 1700 hommes et insiste pour que le retrait des casques bleus tienne compte de la sécurité sur le terrain, qui reste fragile. La RDC obtiendrait-elle gain de cause à sa requête lorsqu'on sait que des appréhensions par rapport à la

crise politique qui pointe à l'horizon sur fond d'une tension préélectorale aiguë sont manifestes ? Rien n'est moins sûr. Là-dessus, les préoccupations exprimées le 21 mars par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon sur l'impasse politique en RDC ajoutant redouter un regain de violences si des « élections crédibles » ne sont pas organisées en temps voulu conformément à la Constitution, restent encore vivaces dans les esprits.

En mission au siège des Nations-unies, le ministre de Affaires étrangères Raymond Tshibanda a martelé sur l'urgence pour l'ONU de réduire de moitié ses effectifs militaires en RDC d'ici fin 2016. La raison est toute simple. Engagées contre les rebelles dans l'est du pays, les Fardc sont en passe de renforcer dans les prochains mois leur « Force de réaction rapide » par d'autres unités. Ce qui,

de l'avis du ministre, devrait permettre une prise en charge totale des besoins de sécurisation de l'est du pays. Sur la même lancée, il a demandé aux membres du Conseil de sécurité « de tenir compte des négociations menées entre l'ONU et Kinshasa pour une sortie ordonnée et définitive de la Monusco de la RDC ».

Il a, par ailleurs, garanti que le gouvernement va s'employer à créer des conditions objectives pour permettre à ce que d'ici la fin de l'année, la moitié de la force de la Monusco déployée puisse être retirée, sans mise en cause des acquis. « Nous n'avons jamais demandé un départ précipité ou désordonné (des casques bleus) mais nous ne sommes pas prêts à transiger sur la souveraineté de notre pays », a indiqué Raymond Tshibanda.

A.D.

## PARLEMENT

## Mbikayi ressuscite sa loi sur l'homosexualité

**Le président du Parti travailliste tient à ce que cette loi soit programmée dans le nombre de matières à traiter par les députés pendant la session de mars.**

Le patron de l'Opposition républicaine, Steve Mbikayi, a encore plaidé pour l'inscription à l'ordre du jour de sa loi contre l'homosexualité au cours de cette session de mars. Il est à noter que lors de la session passée, cette loi avait été programmée mais jamais elle n'est passée en plénière. « Vous savez que la session passée, on l'avait élagué sciemment et, suite à mon insistance, on l'avait programmé. Voilà que l'on refait le calendrier, elle a encore été élaguée sciemment. Même si on dit qu'elle sera programmée, je ne suis pas sûr qu'elle sera débattue en plénière », a-t-il fustigé.

Lors des débats sur le calendrier des matières, le leader du Parti



Steve Mbikayi.

travailliste a expliqué l'importance de cette loi pour qu'elle soit examinée au cours de cette session. Il a, par ailleurs, dénoncé le fait que certaines personnes aient pu soustraire sa loi et a condamné l'attitude de ses collègues sur qui pèsent les soupçons d'homosexualité. « Je sais que dans cette salle, il y a des gens sur qui pèsent des soupçons

d'homosexualité. Ils sont libres et vont se défendre lors du débat », a-t-il appuyé.

Le président du Parti travailliste qui, du reste, soutient le dialogue politique pour dénouer la situation politique a, à cette occasion, recommandé le maintien de la pression de la population sur le bureau de l'Assemblée nationale pour que cette loi passe. Il a, par ailleurs, noté qu'un groupe de Congolais a déposé une pétition au bureau de la chambre basse du Parlement pour exiger la programmation de cette loi au cours de la session en cours.

La loi Mbikayi contre l'homosexualité tient à criminaliser et réprimer les rapports sexuels entre des personnes de même sexe. Steve Mbikayi s'oppose à cette pratique occidentale qu'il juge contraire à la coutume congolaise en particulier et africaine en général.

Lucien Dianzenza

## ÉLECTION DES GOUVERNEURS À L'ÉQUATEUR

## Intimidation et chantage à l'endroit des députés provinciaux

**Battant campagne le 22 mars, l'ancien gouverneur de l'Équateur se présente comme le candidat du chef de l'État. Il a demandé pardon aux députés provinciaux pour ses erreurs du passé promettant de faire mieux s'ils lui donnaient une nouvelle chance.**

Lancée depuis le 22 mars, la campagne électorale pour l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs des vingt et une nouvelles provinces issues du dernier découpage en RDC s'est achevée le 24 mars. Alors que la Céni a pris des dispositions pour que cette campagne électorale se déroule dans les conditions requises conformément aux lois n°11/003 du 25

juin 2011 et n°15/001 du 12 février 2015 ainsi qu'aux dispositions des mesures d'application de la loi électorale, sur le terrain les choses ont pris une autre tournure.

Des échos en provenance des nouvelles provinces concernées par ces joutes électorales on laissé entendre que les députés provinciaux seraient sujets à des intimidations de la part des candidats de la majorité présidentielle. Le cas le plus patent est celui de la nouvelle province de l'Équateur où le candidat MP Jean-Claude Baende chercherait à supplanter ses principaux challengers en amadouant les députés provinciaux à coup d'espèces sonnantes et trébuchantes. Des sources locales indiquent qu'il se présen-

terait comme le candidat du chef de l'État et menacerait les députés provinciaux qui ne voteront pas pour lui. Il serait, d'après ces sources, appuyé par quelques cadres de la MP venus de Kinshasa : le secrétaire général-adjoint de la MP Koko Nyangi ainsi que des députés Emmanuel Shadari et Lumanu qui auraient tenu un discours d'intimidation à l'endroit des députés provinciaux au mépris de la loi électorale qui leur interdit de battre campagne en faveur d'un candidat. Les deux autres candidats Boika Monzoy du MLC et l'indépendant Tony Bolamba, qui sont entrés en lice le 23 mars, ne miseraient que sur le sens de responsabilité des élus provinciaux.

A.D.

## CAN 2017

## Ibenge bat le rappel des Léopards pour le match contre l'Angola

**Les Léopards de la RDC se regroupent à Kinshasa depuis le 21 mars, dans le cadre du match de la troisième et quatrième journée du groupe B des éliminatoires de la 31e Coupe d'Afrique des nations (CAN) prévue au Gabon pour 2017.**

La RDC reçoit le 26 mars au stade des Martyrs de la capitale l'Angola, avant leur deuxième confrontation le 29 mars à Luanda. Pour ces deux rencontres, le sélectionneur des Léopards, Florent Ibenge, bat le rappel des troupes. Vingt joueurs sur les vingt-sept retenus séjournent à Kinshasa.

**Mbokani et Bakambu sains et saufs après l'attentat de Zaventem...**

Quatre joueurs ne sont pas encore arrivés à Kinshasa, notamment Dieumerci Mbokani et le capitaine Youssouf Mulumbu de Norwich City en Premier League anglaise, Cédric Bakambu de Villarreal en Espagne, et Riffi Mandanda d'AJaccio en L2 française. Mbokani et Bakambu, indiquent-ils, étaient en transit en Bruxelles le 22 mars lors de l'attentat terroriste qui a secoué l'aéroport de Zaventem.

Selon l'agent des joueurs, José Ntumba Ngandu qui a réussi à joindre Mbokani, l'attaquant de Norwich et son coéquipier en sélection n'étaient pas encore dans l'enceinte de l'aéroport, sauvés par des embouteillages dans la capitale belge. Finalement, leur avion devrait décoller de Charleroi pour Kinshasa, tous les vols ayant été annulés à Zaventem. Un tweet du joueur ainsi qu'une information sur le site officiel de Norwich confirment qu'il n'a pas été touché physiquement, bien que secoué psychologiquement. Il y a donc plus de peur que de mal pour ces internationaux

congolais.

Mais l'on est sans précision sur les arrivées ou pas du capitaine Youssouf Mulumbu et du gardien de but Riffi Mandanda figurant pour la première fois sur la liste presque définitive des Léopards. Notons aussi que deux autres joueurs du FC Saint-Eloi Lupopo - récemment éliminé des seizièmes de finale de la Coupe de la CAF par Al Ahly Shendi du Soudan -, n'ont pas encore rejoint la sélection, précisément, le gardien de but Joseph Bulayima et le latéral droit international Junior Baumeto, vainqueur de la quatrième édition du CHAN avec les Léopards locaux. Le défenseur central de Toulouse, Marcel Tisserand, ne pourra finalement pas honorer sa première sélection avec les Léopards, lui qui a déjà porté le maillot de la sélection congolaise chez les jeunes au tournoi international de Toulon en France. Les problèmes administratifs entre Toulouse et la Fédération congolaise de football association (Fecofa) sont à la base de ce rendez-vous manqué pour le joueur prêté par l'AS Monaco.

Première séance d'entraînement à Kinshasa avec Benik Afobe...

Ce même mardi à Kinshasa, le sélectionneur Florent Ibenge (revenu de Maputo le lundi 21 mars avec V.Club qualifié en huitièmes de finale de la Ligue des champions aux dépens de Ferroviario de Mozambique), son adjoint Mwinyi Zahera et le troisième entraîneur Papy Kimoto ont conduit, de 10 heures à près de 12 heures, la première séance d'entraînement des Léopards déjà présents à Kinshasa. Et pour la première fois, le jeune attaquant de Bournemouth en

Angleterre, Benik Afobe Tunani, s'est entraîné avec ses nouveaux coéquipiers en sélection ; il fait le buzz depuis son choix de porter le maillot de la RDC (pays d'origine de ses parents), plutôt que l'Angleterre où il est né et a évolué dans les sélections de jeunes. On a aussi noté la présence des gardiens de but Matampi Vumi Ley et Joël Kiassumbua, des défenseurs Joël Kimwaki, Gabriel Zakuani, Chris Mavinga, Bompunga Padou, et Lomanisa Mutambala. Les milieux de terrain présents à l'entraînement du matin sont Yannick Bangala, Merveille Bope, Chancel Mbemba, Jordan Nkololo, Jacques Maghoma, Munganga Omba, et les attaquants Yannick Bolasie, Jonathan Bolingi Merikani, Meschak Elia, Paul-José Mpoku, Neeskens Kebano, Benik Afobe et Firmin Mubele. Un petit bémol à l'entraînement, c'est le sélectionneur Florent Ibenge qui, participant lui aussi à l'entraînement, s'est fait une petite luxation à l'épaule gauche après avoir réussi une retournée acrobatique qui lui a valu des applaudissements du public venu soutenir les Léopards à cette première séance d'entraînement. Pas de blessé, en revanche, du côté des joueurs.

L'on rappelle que dans ce groupe B des éliminatoires, Madagascar sera opposé à la République Centrafricaine, vainqueur de la RDC lors de la deuxième journée à Bangui par zéro but à deux. Lors de la première journée, la RDC avait battu le Madagascar par deux buts à un. L'Angola est en tête du groupe avec quatre points, suivi de la République Centrafricaine pour un goal average particulier avantageux sur la RDC.

*Martin Enyimo*

## CAN 2017

## Les Palancas Negras d'Angola attendues ce vendredi à Kinshasa

**Premières du groupe B des éliminatoires de la CAN Gabon 2017 avec quatre points, les Palancas Negras d'Angola jouent ce 26 mars à Kinshasa contre les Léopards de la RDC avec l'espoir de créer une surprise et consolider leur première place. Une tâche qui s'annonce difficile pour cette équipe annoncée à Kinshasa vingt-quatre heures avant le match.**

Les Palancas Negras d'Angola sont attendues à Kinshasa ce 25 mars pour affronter les Léopards de la RDC, dans le cadre de la troisième journée du groupe B des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Gabon 2016. La quatrième journée se jouera le 29 mars à Luanda. L'on apprend que la sélection angolaise sera privée de quelques internationaux blessés qui ont déclaré forfait pour ce match. Et la star angolaise, Manucho du Rayo Vallecano n'effectuera pas le déplacement de la capitale



*Les Palancas Negras d'Angola*

RD-congolaise. L'attaquant de 33 ans passé par Manchester United en Angleterre aurait apparemment pris ses distances avec la sélection angolaise.

Les vingt-quatre joueurs retenus pour cette double confrontation avec la RDC sont Dominique, Isaac, Ekundi, Ary Papel et Gelson (Primeiro de Agosto), Miguel (Petro Atlético de Luanda), Eddie, Fredy, et Dário (Recreativo do Libolo do Cuanza Sul), Lambito (Desportivo da Huila), Mário

(Kabuscorp do Palanca), Gomito et Manuel (Benfica de Luanda), Paty, Moco et Chico (Interclube), Yano (Progresso do Sambizanga), Mateus Galiano (Arouca/Portugal), Waldemar Almeida alias Pena (Marítimo/Portugal), Bastos (Rostov/Russie), Dolly Menga (FC Tondela/Portugal), Clinton (Sporting Charleroi/Belgique), Jonathan Buatu (Waasland Beveren/Belgique) et Joaquim Adão (Zion FC/Suisse).

*M.E.*

## BELLES-LETTRES

## Poetik Makutano pose ses valises à l'ambassade du Portugal

**Organisée dans le style soirée privée sur invitation, la rencontre spéciale dédiée à la poésie d'expression portugaise, la deuxième du tout nouveau festival de Kinshasa, a réuni une bonne trentaine de personnes la nuit du 22 mars.**

*Agostinho Neto dans une enceinte officielle portugaise*, a confié aux Dépêches de Brazzaville le cinéaste Balufu Bakupa-Kanyinda. Quant à Adrien Mpiana, il a offert de découvrir Tristesse des yeux de Paula Tavares dont le nom, a-t-on appris, figure dans plusieurs anthologies de poésie angolaise publiées au



*Le cinéaste Pitshou Tshivo lisant la glose d'Arménio Vieira*

À tous points de vue différente de la soirée d'ouverture qui avait eu pour cadre le bar « O P'tit Marseillais » bordant le mur de l'Institut des beaux-arts la veille, cette rencontre se voulait plus intimiste. Structurée en quatre parties, elle avait l'avantage sur la première édition de la participation active des maîtres des lieux, en l'occurrence l'ambassadeur João Côte-Real et son épouse Ana Teresa Côte-Real. Consacrée à la lecture de poèmes d'auteurs contemporains d'expression portugaise et ponctuée de façon admirable par la musique de chambre de l'Orchestre symphonique Kimbanguiste (OSK), la soirée du 22 mars a changé le décor du jardin de l'ambassade. C'est avec un hommage à Luis de Camões, poète du XVIe siècle, qu'a été lancée la première partie de la soirée. Le sonnet *Changent les temps et changent les désirs* avait donné le ton. Six autres textes ont alimenté ce moment initial, à savoir *Variation camonienne* et *Voyage autour du monde* de Nuno Júdice, *Le Monstre et Voyager ! Perdre des pays !* de Fernando Pessoa ainsi que *Mer et Ils* naviguaient sur la carte qu'ils dressaient de Sophia de Mello Breyner Andresen.

Il s'en est suivi un intermède musical très apprécié. L'interprétation de Luba, une composition du violoniste Héritier Mayimbi sur fond de folk luba, comme l'indique son titre, a reçu un bel accueil du public hétéroclite venu assister à la rencontre. À cette deuxième partie de la soirée, qui a suscité un immense enthousiasme, a succédé une dernière session de lecture. De quatre, l'on est passé à sept auteurs, tandis que des poètes d'autres pays lusophones entraient dans la danse. C'est ainsi que d'entrée de jeu l'ambassadeur du Brésil fit la lecture de *Sur le Matin*, un poème de Ruy Espinheira Filho. Et, bien a pris à son homologue, l'ambassadeur du Portugal, de lire à son tour *Séduction* d'Adélia Prado, une poésie de l'autre auteur du pays du football proposé à l'assistance.

**Les artistes entrent dans la danse**

Aux illustres personnalités ont succédé cinq artistes de la place. C'est de la sorte que procédant à la lecture de *Nuit*, Jonathan Kombe « a introduit pour la première fois

Brésil et au Portugal. Le cinéaste Pitshou Tshivo a, pour sa part, contribué à une dégustation de la poésie capverdienne en lisant la glose d'Arménio Vieira *Glosa Ao Poema De Passarem Aves*. Lecture a été faite ensuite, sur un plus poétique, avec le poète Laldain Kandji qui s'est épanché sur

le texte de son homologue mozambicain Luis Carlos Patraquin dont il a égrené *Animal terrestre, cœur bestial, argile noire !*. Bouclant la boucle et suivi par la dernière prestation de l'OSK, l'acteur et chanteur Moïse Ilunga a donné une dimension particulière à *Je t'ai aimé sans que tu saches*. Confession applaudie de l'écrivain, romancier, poète et dramaturge mozambicain António Emílio Leite Couto, dit Mia Couto. Poetik Makutano, nous a dit le cinéaste Balufu précité, « est le festival de poésie de Kinshasa ». Et de souligner ici que « Makutano veut dire rencontre ou lieu de rencontre. Un village porte ce nom au Kenya. Le mot makutano extrait du vocabulaire swahili garde le même sens en lingala où il est tiré du verbe kokutana, se rencontrer », comme le savent les Kinois principaux locuteurs de cette langue.

Balufu, directeur de la Manufacture de l'imaginaire, organisatrice de l'événement, tient dès lors, Poetik Makutano, pour ce lieu privilégié où « les poètes peuvent se rencontrer dans cette ville d'une façon formelle ». Car, soutient-il : « Nous avons voulu créer un lien entre poètes. Il existe des poètes dans la chanson et ceux qui choisissent de demeurer dans les livres, à l'écrit, et nous avons voulu accorder à chacun l'occasion de s'exprimer ». Cette tribune de poètes qu'est le festival Poetik Makutano, signale Balufu « est fait avec presque pas de moyens. J'ai parlé aux gens que je connais et, les lusophones se sont proposés. C'est de cette manière qu'a vu le jour la première édition. Les gens se proposent d'intervenir, de participer. Il faut que les Congolais en sachent plus sur leur histoire. On leur enseigne que leur histoire commence avec la conférence de Berlin, mais au XVIe siècle, le Royaume du Kongo avait une ambassade à Lisbonne ». L'initiative Poetik Makutano est née aussi d'une rencontre préalable. « L'épouse de l'ambassadeur du Portugal est une ancienne professeure de lettres à l'Université de Lisbonne. J'ai eu l'occasion de donner des cours à cette même université », nous a-t-il fait savoir.

*Nioni Masela*

MOTS FLÉCHÉS N°094

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

PAS OBLIGATOIRES	COMPTOIR DE BISTROT	ALÉSA	COUREURS AILÉS	ANCIEN SOUVERAIN DE RUSSIE	GESTES TENDRES	DEUX CHIFFRES APRÈS LA VIRGULE
TRÈS PEU COMMUNS	BELLE ET PIQUANTE	ABRÉVIATION À ROME	QUI COLLENT BIEN	DIVAGUES	ACTINIUM AU LABO	
					CONSTRUITE	
TRÈS IMPORTANT						
PARFUM						
		COCHON DE LAIT				
		C'EST NATUREL				
ARTICLE DÉFINI		EMBRASSÉ			PUISSANT EXPLOSIF	
GENTIL HÉROS DE SPIELBERG		TROMPÉ			BONS SERVICES	
	ANIMAL DES PLUS TRANQUILLES		CRIENT SOUS BOIS	ATTRAPÉ		
	ENNUYER			ELLES ALLÈGENT LE LAIT		
PLANTÉE D'ARBRES				PRONOM DÉMONSTRATIF		ENVOYER
ÉTREINTE				IL SERT À MODÉRER		
		APPÂT SUR L'HAMEÇON			INITIALES DU MATIN	
					RUDE	
ENTRÉE OU SORTIE			DESSIN AU COMPAS			
PARTIE DE L'ŒIL						
		FÊTE DE LA NATIVITÉ			SYMBOLE POUR UN DEGRÉ D'ACIDITÉ	BÉQUILLE À LAQUILLE
		SUITES DE NOMS			FANTAISIE	
FIN D'INFINITIF		PETIT LIEUTENANT	FILET DE CANARD			
MŒURS		ELLE FAIT LE COUPLE	ARTICLE IN-DÉFINI			
	CONSTANTE DU CERCLE		CUBE CAPABLE DE ROULER	PRÉNOM MASCULIN		
	IL IMITE LE MARBRE		MANCHE AU TENNIS	MÂLE OU FEMELLE		
CARACTÈRE MESQUIN	ELLE TAMISE				PAS ENCORE DÉMODÉ	
	REMUÉ				RADIO DE MONACO	
				ABRÉVIATION SUR UNE BORNE		INITIALES DEVANT JÉSUS
LIMITE EN PIERRES			SA MISE EST FAITE PAR UN JUGE			
PARASITES SAUTEURS						
			ENTRE L'EST ET LE SUD		GARDIEN DE L'ORDRE	

SUDOKU N°094

>FACILE

			6				5	
9		3		5			6	
5		7	3	9	1	8		2
			8		6	1		5
	1						9	
8		4	5		9			
7		6	1	3	5	2		4
	5			2		6		9
	2				4			

>MOYEN

6				9		7	1	2
			8		1			
		1		4	7	6	5	
9	4				3			
8			6		4			9
			5				8	3
	7	6	9	5		8		
			7		6			
5	1	9		3				6

>DIFFICILE

		1			3	2		
	4	2		6				
5	3						7	4
9					6		5	
6	2			8			4	7
	1		2					8
4	7						2	9
				2		7	3	
		9	3			4		

MOTS CROISÉS N°094

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

**>HORIZONTALEMENT** 1. Dans ce type d'organisation, c'est le mâle qui a le bien. - 2. Il remplit le fossé. Tout blanc. - 3. Faire supporter une chose pénible. - 4. Possessif. Marqué sur l'étal. Source d'informations. - 5. Bon antidépresseur. Maîtresse des colles. - 6. Pour désigner. Point fictives. - 7. Les hommes qui ont le bac. - 8. À l'origine de la jouissance. Son homme ne devrait pas la violer. - 9. Fleur bleue. Cela combat le mal. - 10. Ville allemande. Aller jusqu'à l'épuisement.

**>VERTICALEMENT** A. Il est donc possible d'y passer. - B. Article contracté. Principe de vie et de pensée. Régat de xylophages. - C. Donnent l'aiguille du Midi. - D. Du chef de l'académie. - E. Adorateur du Soleil. Préposition. Visible sur la borne. - F. Une disparition qui évite le mal. - G. Un homme qui est contre. Poussé. - H. Plus long s'il est faux. Fais comme les Chouans. - I. Différents au cours d'une vie. Usé par le temps. - J. Il bouche des trous.

MOTS À MOTS N°094

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre et cinq lettres proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

- ① MINER + FETE = F \_ \_ \_ \_ T
- ② ENCRE + IDES = R \_ \_ \_ \_ E
- ③ ILOTE + HERE = H \_ \_ \_ \_ E

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

**MOTS FLÉCHÉS N°093**

C	A	C	S	P	T						
C	O	R	S	E	L	E	T	E	P	E	E
M	E	S	S	E	O	R	N	E	N	T	O
I	M	P	A	S	S	E	E	D	I	T	O
A	U	G	E	S	E	N	E	G	A	L	
M	N	I	N	T	A	C	T	N	E		
D	U	R	C	I	A	I	L	E	E	S	
T	A	N	E	P	E	L	E	E	R		
N	I	D	S	S	E	R	V	A	G	E	
E	T	O	C	O	T	E	E	B	O	B	
N	A	N	A	R	S	A	U	T	E		
N	E	S	O	S	A	S	U	S	E	R	
B	P	R	I	N	C	I	P	E	L		
R	A	S	A	D	E	I	R	E	L	U	
H	L	I	N	G	E	R	E	O	E		
F	I	L	E	R	A	S	S	O	I	R	

**MOTS CROISÉS N°093**

C	A	R	A	C	T	E	R	E	S
A	M	E	N	U	I	S	E	R	A
T	E	T	B	A	T	N	S		
A	N	I	S	E	R	L	E	S	
P	E	N	E	E	P	I	E	E	
U	E	V	E	R	A	N			
L	A	E	N	T	O	I	L	A	
T	I	N	S	R	F	A	G		
E	R	E	M	A	I	G	R	E	
R	E	S	P	E	C	T	E	S	

**SUDOKU N°093**

1	5	9	2	4	7	8	3	6
4	7	3	1	8	6	2	5	9
8	2	6	9	5	3	4	7	1
3	6	4	7	1	8	9	2	5
7	9	2	4	6	5	1	8	3
5	8	1	3	9	2	7	6	4
2	4	7	5	3	9	6	1	8
9	3	8	6	2	1	5	4	7
6	1	5	8	7	4	3	9	2

**MOTS À MOTS N°093**

7	4	5	3	9	8	2	6	1
6	3	8	5	2	1	7	9	4
2	1	9	6	7	4	5	3	8
8	6	4	9	5	3	1	7	2
3	2	1	7	4	6	8	5	9
5	9	7	1	8	2	6	4	3
4	7	3	8	1	5	9	2	6
9	8	2	4	6	7	3	1	5
1	5	6	2	3	9	4	8	7

MOTS À MOTS N°093  
1/ RESTAURER. 2/ AÉROSTIER. 3/ RIVERAINE.

## FIFA

## Gianni Infantino en visite au Soudan du Sud



Gianni Infantino. ;  
Crédits photo ALBERT GONZALEZ FARRAN / AFP

Le nouveau président de la Fifa, l'Italo-Suisse Gianni Infantino, était en visite mercredi au Soudan du Sud, le plus jeune pays du monde, plongé dans une guerre civile dévastatrice depuis plus de deux ans. L'Italo-Suisse est arrivé dans la matinée dans la capitale Juba où il a inauguré les locaux de la Fédération sud-soudanaise de football (SSFA). Il a assisté mercredi après-midi à une rencontre entre le Soudan du Sud et le Bénin, match qualificatif pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de 2017. Le président de la Fifa a rencontré le chef de l'Etat sud-soudanais Salva Kiir et s'est engagé à promouvoir le football dans ce pays. Pendant la campagne pour la présidence de la Fifa, le Soudan du Sud s'était publiquement déclaré en faveur de M. Infantino.

Patrick Ndongidi avec Afp

## CYRIAQUE BASSOKA

## « la présence du Fespam au Babel Med Music de Marseille a été capitale »

**La 12ème édition du Babel Med Music de Marseille a pris fin le week-end dernier. Cyriaque Bassoka qui a représenté le Fespam à ce rendez-vous des professionnels de la musique du monde, tire les leçons de cette première participation à ce grand rendez-vous culturel.**

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B) : Nous sommes au terme du Babel Med Music. Que peut-on retenir de ces trois jours ?**

**Cyriaque Bassoka (C.B) :** Nous pouvons dire que ces trois jours ont été positifs. C'est la première fois que le Fespam participe à un tel salon professionnel et nous constatons que beaucoup de gens ne connaissent pas le festival. Vu l'engouement qu'il y a eu sur le stand surtout la journée du 18 mars où beaucoup de professionnels sont passés - des anglophones, néerlandophones, germanophones, etc. - Tous étaient très contents de découvrir ce festival qui se tient au cœur de l'Afrique. Ces derniers voulaient savoir comment faire pour participer, envoyer des artistes, etc. Tout cela est un plus. Il reste à travailler tout ce relationnel acquis pour qu'ils viennent au Fespam.

**L.D.B : Quelles observations avez-vous eues de ces personnes qui approchaient le stand du Fespam ?**

**C.B :** Premièrement la curiosité et le fait que le festival soit panafricain. Et comme ils n'ont en jamais entendu parler, cela réveille la curiosité du visiteur. Et puis le fait qu'il y ait sur la banderole beaucoup

de drapeaux africains, leur question étant de savoir si le festival est uniquement réservé aux pays africains. Il fallait préciser qu'il concerne aussi les musiciens de la diaspora. Beaucoup de Caribéens se sont approchés de nous ainsi que des tourneurs et managers de Madagascar et du Maghreb. Pour moi cette présence au Babel a été capitale.

**L.D.B : Quelle action allez-vous entreprendre pour que le Fespam tire profit des contacts noués à Marseille ?**

**C.B :** Nous allons réfléchir là-dessus avec la direction du Fespam, voir comment en retour faire venir ces tourneurs à l'édition 2017 du Fespam. C'est à nous d'en étudier le mécanisme. Les journalistes aussi sont intéressés, nombreux sont venus sur le stand et cherchent à connaître le Fespam. Ce sera pour nous une manière de faire connaître Brazzaville et le Congo. Le côté découverte a été une première chose. A présent il nous reste à étudier comment les faire venir sur le festival.

**L.D.B : Peut-on dire que cette présence du Fespam va se répéter lors des prochaines éditions du Babel Med Music ?**

**C.B :** Je crois qu'il faut que le Fespam soit présent. Et cela a été aussi l'avis de certains présidents de réseaux, comme celui de la zone franche qui est venu me féliciter en disant, que c'est une grande première de voir le Festival sur un marché de la musique. Ils sont prêts à nous accompagner sur beaucoup de choses telles que les stratégies à créer pour développer le Fespam au niveau inter-

national afin qu'il soit coté à différents niveaux. Mon premier message c'est de dire à la direction du Fespam et aux autorités culturelles du pays de faire de sorte que ce Festival soit dans toutes les grandes manifestations car c'est un vecteur de communication pour notre pays. Il est le plus grand événement de musique que nous avons au Congo. Il faut étudier la possibilité d'aller sur les festivals comme Visa for Africa. J'espère que l'équipe dirigeante du Fespam tirera profit de cette participation pour aller plus loin et préparer le Fespam 2017.

**L.D.B : Et pour conclure ?**

**C.B :** Mon souhait est que par ce genre de sortie, le Fespam puisse corriger ce qui n'a pas marché et coopérer avec d'autres structures. Au niveau de la communauté des musiciens, s'appuyer sur le Fespam afin d'être présent dans des lieux comme le Babel Med en remettant des dossiers et leurs biographies car le Fespam peut les représenter ici. Nous avons vu le Mali, la Guinée, le Cap vert, le Maroc avec les dossiers biographiques de leurs artistes. Nous devons étudier cette possibilité que nos artistes aient ces dossiers et des biographies qui permettront de chercher des tourneurs. Le Fespam peut permettre aux artistes congolais de voir l'international par ce genre de salon, les représenter, les commercialiser et les proposer à des tourneurs dans des salons comme le Babel Med. Voilà ce que le Fespam pourra rapporter aux artistes congolais.

Hermione Désirée Ngoma

## BRIN D'HISTOIRE

## Regard sur les cinquante dernières années (1965-2015)

## (11) 1975

Le temps passe. Il fuit. Il s'écoule inexorablement. Il devient passé ; ce passé qui, malgré nous, prédétermine notre être par son souvenir et d'autres qu'il charrie. Et, l'année 1975 en est chargée.

Tout commence le 9 janvier avec la prestation de serment de Marien Ngouabi, à l'Hôtel de ville de Brazzaville, pour son nouveau mandat à la tête du pays. Il publie ensuite une nouvelle équipe gouvernementale. On y note la présence, au ministère des Affaires sociales, d'Emilienne Manima, première femme ministre au Congo. Le samedi 15 février à Mansimou, une banlieue de Brazzaville, le président de la République, Marien Ngouabi inaugure l'usine congolaise d'impression (Impreco). Cette usine s'inscrit dans le cadre du schéma de développement prévu par le programme triennal, déclare Alexandre Ndenguet, ministre du Travail, de la Prévoyance sociale, chargé de l'Industrie. Quelques jours avant, Paul Moukila "Sayal" est désigné « meilleur joueur africain » par les journalistes de l'Orft (Office de radiodiffusion et de télévision française). Ce qui lui vaut le

Ballon d'or de l'hebdomadaire sportif français « France Football ». C'est dans la foulée du titre africain des clubs remporté l'année précédente par le Cara (Club athlétique Renaissance Aiglons) que se situe cette reconnaissance du monde du football. Les journalistes congolais, parmi lesquels, Joseph Gabio, Germain Bisset et Steph Malonga) avaient déjà précédé leurs confrères français en lui décernant le titre de meilleur sportif congolais de l'année.

Politiquement, l'actualité est dominée par la fin de la session du comité central du Parti congolais du travail (5-12 décembre 1975), à l'origine de la Déclaration du 12 décembre. Dans son discours, Marien Ngouabi déclare, en substance : « La direction actuelle reconnaît ses faiblesses. Elle reconnaît aussi que ses faiblesses freinent dangereusement la marche en avant de la Révolution... Seule la révolte révolutionnaire orientée, canalisée et dirigée par le Pct peut sauver maintenant la Révolution... Seul le processus de radicalisation peut débloquer la situation actuelle ». Pour ce faire, il s'ensuit la création d'un Etat-major spécial révo-

lutionnaire (Emsr). Il est composé de : Marien Ngouabi (président) ; Jean-Pierre Thystère Tchicaya (chargé de la permanence du parti) ; Louis Sylvain Goma (Premier ministre, chef du gouvernement) ; Denis Sassou Nguesso (chargé de la Défense et de la Sécurité) ; Jean-Pierre Gombé (chargé de l'Éducation, de la Propagande et de l'Information).

1975 est aussi un enchevêtrement d'événements heureux. Naissance, le 14 janvier de Denis Christel Sassou Nguesso ou encore celle de l'artiste-peintre Aurélie Diansayi-Nkaya, très tôt installée à Pointe-Noire. Elle est née le 22 novembre à Nkayi.

Dans le contexte de bons augures, signalons la création, le 3 décembre 1975, de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale ou l'ordination, à Pointe-Noire, de Mgr Godefroy Mpwati, nouvel évêque résidentiel. C'est aussi le cas de l'ouverture, le 16 décembre, de la Conférence Nord-Sud de Paris. Dans la capitale française, quasiment à la même période, les peintres de l'Ecole de peinture de Poto-Poto exposent leurs toiles.

Pour rappel, l'Ecole est créée par Pierre Lods en 1951. Jacques Zigoma, Nicolas Ondongo et Bourkemas Bela sont ses représentants les plus connus.

Au chapitre des événements malheureux, la commémoration du 25ème anniversaire du décès, le 19 mars 1950, de Paul Kamba, cet immense musicien qui a exercé un impressionnant magistère sur la musique congolaise moderne. « On l'écoutait et on tentait de l'imiter », disait Guy Léon Fylla, musicologue, ancien chef des orchestres Negro Jazz et Maquina Loca. La preuve manifeste de son influence est la création par Wendo, l'inénarrable auteur de la chanson *Marie Louise*, du pendant kinoï de Victoria, nom du groupe emblématique de Paul Kamba. Le 19 mars, qui aurait dû être l'occasion de rendre hommage à cet artiste émérite, passe à la trappe chaque année. Les ministres de la Culture ne s'en souviennent plus guère. Le 30 août 1965, décès à Pointe-Noire, d'Idriss Diallo, ancien secrétaire général, à sa création, le 8 novembre 1965, de la Confédération congolaise. Ainsi va la vie au Congo.

MFUMU